

**Rapport pour la commission
permanente du conseil régional
SEPTEMBRE 2023**

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

**FORMATIONS SANITAIRES ET SOCIALES : ÉQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT DU SOCIAL -
SÉCURISATION - CONVENTION DE PARTENARIAT UNIVERSITAIRE INFIRMIER - COMMUNICATION**

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION	5
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	8
Annexe 1 - Convention type équipement des organismes de formations paramédicales et maïeutiques	9
Annexe 2 - Convention type investissement et équipement des centres de formation en travail social	17
Annexe 3 - Tableau récapitulatif des subventions d'investissement et d'équipement des organismes de formation en travail social	24
Annexe 4 - Fiches projet investissements et équipements des centres de formation en travail social	26
Annexe 5 - Tableau récapitulatif des subventions de sécurisation des organismes de formations sanitaires et sociaux	69
Annexe 6 - Fiches projet sécurisation des organismes de formations en travail social	71
Annexe 7 - Convention de partenariat universitaire pour la formation infirmier	98
Annexe 8 - Liste IFSI par groupement universitaire	107

EXPOSÉ DES MOTIFS

1. Investissements et équipements dans les centres de formation en travail social

1.1 Conventions type modifiées

Depuis le 1^{er} janvier 2023, le nouveau référentiel budgétaire et comptable M57 est entré en vigueur à la région Île-de-France. La nomenclature M57 met en place un suivi individualisé des subventions d'investissement lequel impose l'amortissement des biens selon la règle du prorata temporis, à compter de la date de mise en service effective du bien financé.

Les deux conventions type relatives à la participation régionale, d'une part, à l'investissement et à l'équipement des établissements dispensant des formations initiales dans le secteur social, et d'autre part, à l'équipement des établissements conventionnés dispensant des formations dans le secteur paramédical et maïeutique, adoptées par délibération n° CR 72-14 du 21 novembre 2014 sont modifiées en conséquence. Elles sont proposées en annexe 1 et 2 à la délibération.

1.2. Financement des centres de formation en travail social

L'article L 451-2-1 du code de l'action sociale et des familles dispose que « la Région participe également dans les conditions définies par une délibération du conseil régional, à leurs dépenses d'investissement, d'entretien et de fonctionnement des locaux » pour les établissements dispensant des formations sociales initiales agréées par la Région.

Un appel à projets est lancé chaque année. En 2023, les demandes de subvention portent principalement sur l'aménagement des locaux (rénovation, réhabilitation et construction) et l'amélioration et la modernisation des outils pédagogiques et informatiques des centres.

La base subventionnable des projets retenus s'établit à 1,893 M€ (annexes 3 et 4). La subvention régionale proposée s'élève à 1,171 M€.

2. Equipements de sécurisation dans les écoles et instituts de formations sanitaires et sociales

Afin de sécuriser l'accès aux sites de formation, un appel à projets a été reconduit en 2023. Il porte sur les besoins d'équipement des centres de formations pour renforcer le contrôle et la sécurité des entrées et pour installer des équipements pour mettre fin à des situations mettant en danger la sécurité des personnes.

La base subventionnable de ces projets dans les écoles et instituts de formations sanitaires et sociales s'élève à 618 087 € (annexes 5 et 6). La subvention régionale proposée s'élève à 335 429 €, soit un taux moyen d'intervention régionale de 54%.

A cet effet, il convient de transférer 185 429 € du chapitre 902 « Formation professionnelle et apprentissage » code fonctionnel 27 « Formations sanitaires et sociales », programme HP27-001 « Formations sanitaires », action 12700101 « Equipement des écoles et instituts de formation du sanitaire » sur le chapitre 902 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 29 « Sécurité », programme HP 29-003 « Sécurisation des écoles et instituts de formations sanitaires et sociales », action 12900301 « Sécurisation des écoles et instituts de formations sanitaires et sociales » du budget 2023.

3. Renouvellement des conventions de partenariat avec l'université pour les formations infirmier

Les conventions de partenariat relatives à l'organisation des formations conduisant à la délivrance du diplôme d'Etat d'infirmier en vue de la collation d'un grade de licence arrivent à échéance en septembre 2023.

Dans l'attente des conclusions des travaux de la mission d'accompagnement opérationnel du processus d'universitarisation des professions de santé, la Région propose de reconduire la convention actuelle pour une durée de 3 ans afin de retrouver le cycle initial de conventionnement pluriannuel.

Il est proposé d'approuver la signature d'une nouvelle convention d'une durée de trois ans, couvrant l'année universitaire 2023-2026,

4. Réalisation d'une campagne de communication pour promouvoir les formations sanitaires et sociales

Les travaux sur le schéma régional des formations sanitaires et sociales 2023-2028 ont mis en lumière la nécessité de faire connaître les formations pour attirer plus de candidats jeunes et personnes ne reconversion ayant déjà une expérience professionnelle. Une campagne de communication est prévue à l'axe 1 « Consolider l'orientation et améliorer l'entrée en formation ».

Cette campagne devrait être diffusée à l'automne 2023 afin de préparer au mieux les choix dans Parcoursup, les orientations des lycéens mais aussi pour les personnes en recherche d'emploi ou de nouvelles opportunités de carrière, de préparer les dossiers dès le début de l'année 2024 pour la rentrée de septembre.

Afin de mettre en œuvre cette campagne de communication, une prestation extérieure est souhaitée. A ce titre, il est proposé d'affecter un montant de 300 000 € sur le chapitre 932 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 27 « Formations sanitaires et sociales » programme HP 27-003 « Fonds régional d'aide sociale et mesures diverses », action 12700301 « Mesures diverses » du budget 2023.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSE

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 21 SEPTEMBRE 2023

FORMATIONS SANITAIRES ET SOCIALES : ÉQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT DU SOCIAL - SÉCURISATION - CONVENTION DE PARTENARIAT UNIVERSITAIRE INFIRMIER - COMMUNICATION

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code de la commande publique ;

VU le code de l'éducation ;

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment ses articles L 451-1 et suivants ;

VU le code de la santé publique, et notamment ses articles L.4383-1 et suivants, L.4151-7 et les articles D.4383-1 et suivants ;

VU le code du travail ; et notamment le livre III de la 6^{ème} partie ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le décret n° 85-906 du 23 août 1985 fixant les conditions de validations des études, des expériences professionnelles ou acquis personnels en vue de l'accès aux différents niveaux de l'Enseignement supérieur ;

VU le décret n°2012-907 du 23 juillet 2012 modifiant l'annexe du décret n°2010-1123 du 23 septembre 2010 relatif à la délivrance du grade de licence aux titulaires de certains titres ou diplômes relevant du livre III de la quatrième partie du code de la sante publique ;

VU le décret n° 2020-553 du 11 mai 2020 relatif à l'expérimentation des modalités permettant le renforcement des échanges entre les formations de santé, la mise en place d'enseignements communs et l'accès à la formation par la recherche ;

VU la délibération n° CR 72-14 du 21 novembre 2014 relative au dispositif-cadre pour le soutien régional à l'investissement immobilier et à l'équipement dans les centres de formation en travail social, et à l'équipement des centres de formation paramédicale et maïeutique ;

VU la délibération n° CP 2017-608 du 22 novembre 2017 modifiée relative à l'adoption du bouclier de sécurité ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CP 2021-449 du 19 novembre 2021 approuvant le renouvellement de la convention d'objectifs et de moyens des organismes de formations sanitaires et sociales ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU la délibération n° CR 2023-011 du 30 mars 2023 relatif au schéma régional des formations sanitaires et sociales 2023-2028 : une mobilisation pour la formation des futurs professionnels ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2023 ;

VU l'avis de la commission de la famille, de l'action sociale et du handicap ;

VU l'avis de la commission de la santé ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU l'avis de la commission de la sécurité ;

VU le rapport n°CP 2023-329 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Nouvelle convention type relative à la participation de la région Île-de-France à l'investissement et à l'équipement des établissements dispensant des formations initiales sanitaires et sociales

Approuve les conventions type jointes en annexes 1 et 2 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Article 2 : Investissement et équipement dans les centres de formation en travail social

Décide de participer au titre du dispositif « investissements immobilier et équipement des centres de formation en travail social agréés » au financement des projets détaillés en annexes 3 et 4 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant total maximum prévisionnel de 1 171 048 € au titre du budget 2023.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 2023-329 du 21 septembre 2023, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de 1 171 048 € disponible sur le chapitre 902 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 27 « Formations sanitaires et sociales », programme HP27-002 « Formations sociales », action 12700201 « Investissement dans les écoles et instituts de formations sociales » du budget 2023.

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement.

Article 3 : Sécurisation dans les écoles et instituts de formations sanitaires et sociales

Décide de participer au titre des dispositifs « équipement des établissements conventionnés dispensant des formations dans le secteur paramédical et maïeutique » au financement des projets de sécurité détaillés en annexes 5 et 6 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant total maximum prévisionnel de 335 429 € au titre du budget 2023.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type approuvée par la délibération n° CP 2023-329 du 21 septembre 2023 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de 335 429 € disponible sur le chapitre 902 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 29 « Formations sanitaires et sociales », programme HP29-003 « Sécurisation des écoles et instituts de formations sanitaires et sociales », action 12900301 « Sécurisation des écoles et instituts de formations sanitaires et sociales » du budget 2023.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation prévue à l'article 17, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement.

Article 4 : Convention de partenariat avec l'université pour l'organisation des formations en soins infirmiers en vue de la collation du grade de licence

Approuve la convention de partenariat relative à l'organisation des formations conduisant à la délivrance du diplôme d'Etat d'infirmier en vue de l'obtention d'un grade de licence présenté en annexe 7 à la présente délibération.

Autorise la présidente du conseil régional à signer une convention conforme à la convention type approuvée à l'alinéa précédent avec chacun des organismes mentionnés en annexe 8 à la présente délibération.

Article 5 : Réalisation d'une campagne de communication pour promouvoir les formations sanitaires et sociales

Affecte une autorisation d'engagement de 300 000 € sur le chapitre 932 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 27 « formations sanitaires et sociales », programme HP 27-003 « fonds régional d'aide sociale et mesures diverses », action 12700301 « mesures diverses » du budget 2023, pour l'attribution d'un marché de prestation de communication pour promouvoir les formations sanitaires et sociales.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 - Convention type équipement des organismes de formations paramédicales et maïeutiques

CONVENTION N° XXXXXX

relative à la participation de la région Île-de-France à l'équipement des établissements conventionnés dispensant des formations dans le secteur paramédical et maïeutique

Entre

La région Île-de-France dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE,
Représentée par sa Présidente,
En vertu de la délibération n° CP XXXX-XXX du DATE DE VOTE,

ci-après dénommée *la Région*

d'une part,

et

L'Organisme : XXXXXXXX

Adresse :

Statut juridique :

n° SIRET :

Code APE :

représenté par,

en vertu de

ci-après dénommée *le bénéficiaire*,

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif équipement en faveur des organismes dispensant des formations paramédicales et maïeutiques adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CP XXXX-XXX du DATE DE VOTE (réf dossier IRIS XXXXXX).

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes, ainsi que des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil régional n° n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 et du règlement d'intervention pour le soutien régional à l'investissement immobilier et à l'équipement dans les centres de formation en travail social, et le soutien régional à l'investissement en équipement dans les centres de formations paramédicaux et en maïeutique adopté par délibération du Conseil régional n° 72-14 du 21 novembre 2014.

Conformément aux dispositions du règlement d'intervention, il est ici rappelé que l'aide régionale est réservée aux seuls centres de formation à but non lucratif et qu'elle est calculée en fonction de la part d'activité du centre réservée aux formations listées à l'annexe 1 et 1 bis de la convention d'objectifs et de moyens relative à la subvention globale de fonctionnement n° XXX N°COM XXXX signée le XXX, préparant à un diplôme d'Etat paramédical et maïeutique.

A ce titre, il est rappelé que l'aide régionale, objet de la présente convention, ne concerne que le financement des opérations d'équipement de l'établissement consacrées à ses formations initiales dans le secteur paramédical et maïeutique. En conséquence, cette participation régionale n'est pas une aide d'Etat au sens de l'article 107 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CPXXX, la région Île-de-France a décidé de soutenir «Bénéficiaire» pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : XXX OBJET XXXX

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à :

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention en %	Montant de subvention maximum
Equipement des écoles et instituts de formations sanitaires	XXXXXX €	XXXX	XXXXXX €

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et TTC est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Article 2.1 : conditions de réalisation et d'affectation

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Le bénéficiaire s'engage à communiquer à la Région la durée totale d'amortissement du bien au moment de la signature de ladite convention.

Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de XX AMORTISSEMENT XX ans l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité de l'organisme.

Pour les investissements mobiliers, équipements, le bénéficiaire s'engage à en maintenir l'affectation pendant leur durée de vie.

En cas de cessation partielle ou totale de l'activité, le bénéficiaire s'engage à informer officiellement le repreneur de la totalité des obligations de la présente convention. Il s'engage également à informer la Région par lettre recommandée avec accusé de réception de ladite transmission et à lui communiquer le nom, l'adresse et le statut juridique du repreneur.

Article 2.2 : obligations en matière d'éthique

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

Article 2.3 : Obligation administratives et comptables

Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.
- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

Article 2.4 : Obligation en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la « *Charte de visibilité régionale* » disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional :

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité :

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire :

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale. Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 3.1 : Caducité

Si à l'expiration d'un délai de **trois ans** à compter de la délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (versement unique, acompte ou avance), ladite subvention devient caduque et est annulée.

Ce délai peut être exceptionnellement prorogé **d'un an maximum** par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai de trois ans mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération.

A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Article 3.2 : Modalités de versement

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

- chaque versement de subvention est effectué sur demande de l'organisme,
- la demande précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées,

la demande de versement de subvention est remplie et signée par l'organisme qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Article 3.2.1 : Versement d'avances

L'organisme peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements à effectuer dans les 3 mois, en proportion du taux ou du barème de la subvention, si cet organisme justifie ne pas disposer de trésorerie. Toutefois les paiements prévus ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30 % du montant de la subvention.

En l'absence de justification des avances à l'échéance des délais de caducité de la subvention prévus à l'article 3.1 de la présente convention, une demande de remboursement à hauteur du montant des avances versées sera formulée par la Région par l'émission d'un titre de recettes.

Article 3.2.2 : Versement d'acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux ou du barème de la subvention, et dans la limite de 80 % de la subvention.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des paiements doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des acomptes et des avances ne peut excéder 80 % du montant total de la subvention.

Article 3.2.3 : Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par l'organisme de l'achèvement et de la réalisation complète de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Toute demande de solde est ferme et définitive.

Le versement du solde est subordonné à la production d'un compte rendu financier de l'opération, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Pour les personnes morales de droit public, il comprend en outre la signature du comptable public du bénéficiaire qui atteste la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

La date de la mise en service effective doit être impérativement communiquée sur l'état récapitulatif des dépenses ou le compte rendu financier (ERD)

Le bénéficiaire s'engage à signaler toute modification concernant la durée d'amortissement du bien financé communiquée initialement aux services de la Région.

Le comptable assignataire est le Directeur régional des Finances Publiques d'Ile-de-France et du Département de Paris.

Article 3.3 : Révision du montant subventionné

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'organisme s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Article 3.4 : Eligibilité des dépenses subventionnables

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du DATE ELIGIBILITE (sinon DATE DE VOTE) et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le XXX. Elle arrive à échéance à la fin de la durée d'amortissement du bien subventionné.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Afin d'éviter la requalification de tout ou partie de la subvention régionale en aide d'Etat incompatible, au sens de l'article 107 du Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, le montant de la subvention régionale peut être révisé dans le cas d'une diminution substantielle de la part de formations initiales dispensées par le bénéficiaire.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

$\text{Subvention restituée} = \text{Montant de la subvention attribuée} \times (\text{durée d'amortissement restante} / \text{durée d'amortissement totale})$
--

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et, le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par l'organisme sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération n° CP XXX-XX du DATE DE VOTE.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

Pour le bénéficiaire,
XXXX

Le

La Présidente du conseil régional,
Par délégation,

*(signature, nom et qualité du signataire
et cachet)*

Annexe 2 - Convention type investissement et équipement des centres de formation en travail social

CONVENTION N° XXXXX

relative à la participation de la région Île-de-France à l'investissement et à l'équipement des établissements dispensant des formations initiales dans le secteur social

Entre

La région Île-de-France dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE,
Représentée par sa Présidente,
En vertu de la délibération n° CP ° XXXX-XXX du DATE DE VOTE

ci-après dénommée *la Région*

d'une part,

et

L'Organisme : xxx

Adresse :

Statut juridique :

n° SIRET :

Code APE :

représenté par,

en vertu de

ci-après dénommée *le bénéficiaire*,

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif Investissement et équipement en faveur des organismes dispensant des formations sociales adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CP (préciser la CP) (Réf dossier Iris n° XXX)

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes, ainsi que des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil régional n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 et du règlement d'intervention pour le soutien régional à l'investissement immobilier et à l'équipement dans les centres de formation en travail social, et le soutien régional à l'investissement en équipement dans les centres de formations paramédicaux et en maternelle adopté par délibération du Conseil régional n° 72-14 du 21 novembre 2014.

Conformément aux dispositions du règlement d'intervention, il est ici rappelé que l'aide régionale est réservée aux seuls centres de formation à but non lucratif et qu'elle est calculée en fonction de la part d'activité du centre réservée aux formations listées à l'annexe 1 de la convention d'objectifs et de moyens relative à la subvention globale de fonctionnement n° XXXX signée le XXXX, préparant à un diplôme d'Etat social, conformément aux articles L 451-1, 451-2 et 451-2-1 du code de l'action sociale et des familles.

A ce titre, il est rappelé que l'aide régionale, objet de la présente convention, ne concerne que le financement des opérations d'investissement et d'équipement de l'établissement consacrées à ses formations initiales dans le secteur social. En conséquence, cette participation régionale n'est pas une aide d'Etat au sens de l'article 107 du Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CPCPXXXX-XXX du **DATE DE VOTE**, la région Île-de-France a décidé de soutenir **ARTICLE ET LIBELLE DU TIERS** pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention :

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à :

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social	€	%	€

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et TTC est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Article 2.1 : conditions de réalisation et d'affectation

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Le bénéficiaire s'engage à communiquer à la Région la durée totale d'amortissement du bien au moment de la signature de ladite convention.

Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée (au moins égale à la durée de l'amortissement du bien) de XX ans l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité de l'organisme.

Pour les investissements immobiliers, le bénéficiaire s'engage en outre à conserver pendant cette même durée la propriété desdits biens.

Pour les investissements mobiliers, équipements, le bénéficiaire (ou le cas échéant le propriétaire) s'engage à en maintenir l'affectation pendant leur durée de vie.

En cas de cessation partielle ou totale de l'activité, le bénéficiaire s'engage à informer officiellement le repreneur de la totalité des obligations de la présente convention. Il s'engage également à informer la Région par lettre recommandée avec accusé de réception de ladite transmission et à lui communiquer le nom, l'adresse et le statut juridique du repreneur.

Article 2.2 : obligations en matière d'éthique

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

Article 2.3 : Obligations administratives et comptables

Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.
- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.
- Utiliser la subvention régionale pour les seules dépenses relatives à ses actions de formation à destination des étudiants en formation initiale et des demandeurs d'emploi.

Article 2.4 : Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la « *Charte de visibilité régionale* » disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional :

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité :

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire :

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-

France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale. Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 3.1 : Caducité

Si à l'expiration d'un délai de **trois ans** à compter de la délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (versement unique, acompte ou avance), ladite subvention devient caduque et est annulée.

Ce délai peut être exceptionnellement prorogé **d'un an maximum** par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai de trois ans mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération.

A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Article 3.2 : Modalités de versement

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

- chaque versement de subvention est effectué sur demande de l'organisme,
- la demande précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées,

la demande de versement de subvention est remplie et signée par l'organisme qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

-

Article 3.2.1 : Versement d'avances

L'organisme peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements à effectuer dans les 3 mois, en proportion du taux ou du barème de la subvention, si cet organisme justifie ne pas disposer de trésorerie. Toutefois les paiements prévus ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30 % du montant de la subvention.

En l'absence de justification des avances à l'échéance des délais de caducité de la subvention prévus à l'article 3.1 de la présente convention, une demande de remboursement à hauteur du montant des avances versées sera formulée par la Région par l'émission d'un titre de recettes.

Article 3.2.2 : Versement d'acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux ou du barème de la subvention, et dans la limite de 80 % de la subvention.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des paiements doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de

l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des acomptes et des avances ne peut excéder 80 % du montant total de la subvention.

Article 3.2.3 : Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par l'organisme de l'achèvement et de la réalisation complète de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Toute demande de solde est ferme et définitive.

Le versement du solde est subordonné à la production d'un compte rendu financier de l'opération, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Pour les personnes morales de droit public, il comprend en outre la signature du comptable public du bénéficiaire qui atteste la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

La date de la mise en service effective doit être impérativement communiquée sur l'état récapitulatif des dépenses ou le compte rendu financier (ERD)

Le bénéficiaire s'engage à signaler toute modification concernant la durée d'amortissement du bien financé communiquée initialement aux services de la Région.

Le comptable assignataire est le Directeur régional des Finances Publiques d'Ile-de-France et du Département de Paris.

Article 3.3 : Révision du montant subventionné

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'organisme s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Article 3.4 : Eligibilité des dépenses subventionnables

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du DATE ELIGIBILITE (sinon DATE DE VOTE) et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le XXX. Elle arrive à échéance à la fin de la durée d'amortissement du bien subventionné.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre

recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Afin d'éviter la requalification de tout ou partie de la subvention régionale en aide d'Etat incompatible, au sens de l'article 107 du Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, le montant de la subvention régionale peut être révisé dans le cas d'une diminution substantielle de la part de formations initiales dispensées par le bénéficiaire.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

$\text{Subvention restituée} = \frac{\text{Montant de la subvention attribuée} \times (\text{durée d'amortissement restante} / \text{durée d'amortissement totale})$
--

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et, le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par l'organisme sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération n° CP ° **CPXXXX-XXX** du **DATE DE VOTE**.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

Pour le bénéficiaire,

XXXX

*(signature, nom et qualité du signataire
et cachet)*

Le

La Présidente du Conseil Régional,
Par délégation,

**Annexe 3 - Tableau récapitulatif des subventions
d'investissement et d'équipement des organismes de
formation en travail social**

Centres de formation en travail social
Subvention d'investissement et d'équipement au titre de l'exercice 2023

Dépt	Etablissements	Base subventionnable	Subvention Région	% de financement régional	Equipement			Investissement		N° dossier IRIS
					Mobilier	Matériels pédagogiques et informatiques	Equipement et aménagement extérieur	Rénovation et réhabilitation	Construction extension	
75	AEFPP ASSOCIATION ECOLE FORM PSYCHO PEDAGOGIQUE	60 910	38 983	64,00%	8 501	15 724	14 758			EX076054, EX076055, EX076056, EX076058
	CENTRE DE FORMATION SAINT HONORE	29 948	16 292	54,40%		16 292				EX075795
	ETSUP	28 291	16 068	56,80%	8 618	7 450			0	EX075504, EX075505
	ECOLE NORMALE SOCIALE	32 734	18 331	56,00%	18 331					EX075682, EX075679, EX075678
	IRTS PARMENTIER	94 026	36 858	39,20%				36 858		EX076079
Total 75		245 909	126 532	51,45%	35 450	39 466	14 758	36 858	0	
78	BUC RESSOURCES	109 990	53 675	48,80%	10 595	14 396		28 684		EX075599
Total 78		109 990	53 675	48,80%	10 595	14 396	0	28 684	0	
91	IRFASE	93 421	57 547	61,60%	57 547					EX075973
Total 91		93 421	57 547	61,60%	57 547	0	0	0	0	
92	L'HORIZON	73 561	41 194	56,00%		27 299		13 895		EX076018
	IRTS ILE DE FRANCE MONTOUGE NEUILLY SUR MARNE	1 243 738	825 842	66,40%				825 842		EX076020, EX076040, EX076041, EX076076
Total 92		1 317 299	867 036	65,82%	0	27 299	0	839 737	0	
93	CERPE	4 726	1 739	36,80%	1 462	277				EX075147
	UNIVERSITE PARIS XIII PARIS-NORD VILLETANEUSE	52 030	33 299	64,00%		33 299				EX075148
Total 93		56 756	35 038	61,73%	1 462	33 576	0	0	0	
95	ECOLE PRATIQUE DE SERVICE SOCIAL	69 687	31 220	44,80%		31 220				EX075145
Total 95		69 687	31 220	44,80%	0	31 220		0	0	
Total Ile de France		1 893 062	1 171 048	61,86%	105 054	145 957	14 758	905 279	0	

Annexe 4 - Fiches projet investissements et équipements des centres de formation en travail social

DOSSIER N° EX076054 - 2023 - EQUIPEMENT - AEFPP ASSOCIATION ECOLE FORM PSYCHO PEDAGOGIQUE

Dispositif : Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social (n° 00000845)

Délibération Cadre : CR72-14 du 21/11/2014

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127002-1800

Action : 12700201- Investissement dans les écoles et instituts de formations sociales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social	5 268,00 € TTC	63,99 %	3 371,00 €
	Montant total de la subvention		3 371,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AEFPP ASS ECOLE FORM PSYCHO PEDAGOGIQUE
Adresse administrative : 24/26 RUE LOUIS ARMAND
75015 PARIS 15E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Michel WATIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Renouvellement de la téléphonie de l'organisme de formation.

Dates prévisionnelles : 2 novembre 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le projet vise la fourniture de téléphones avec écran tactile, connexion Wifi et Bluetooth, de casques de téléphone, et une prestation d'installation, de programmation et de déploiement d'une plateforme de communications unifiées pour renouveler et moderniser le parc téléphonique de l'organisme de formation. Des téléphones physiques seront conservés pour certains postes clés tels que l'accueil ou pour les bureaux des assistantes.

Détail du calcul de la subvention :

Le coût total de l'opération est estimé à 5 651,45 €

Le coût du projet relatif aux activités de formation listées à l'annexe 1 et 1bis de la convention d'objectifs et de moyens est de 5 268 €

Le pourcentage du financement régional en fonctionnement en n-2 (2021) est de 80 %

L'assiette éligible = 5 268 € x 80 % = 4 214 €

Le calcul de la subvention régionale = 4 214 € x 80 % = 3 371 € TTC

Localisation géographique :

 PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements de téléphonie	5 651,45	100,00%
Total	5 651,45	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	3 371,00	59,65%
Fonds propres	2 280,45	40,35%
Total	5 651,45	100,00%

DOSSIER N° EX076055 - 2023 - EQUIPEMENT - AEFPP ASSOCIATION ECOLE FORM PSYCHO PEDAGOGIQUE

Dispositif : Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social (n° 00000845)

Délibération Cadre : CR72-14 du 21/11/2014

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127002-1800

Action : 12700201- Investissement dans les écoles et instituts de formations sociales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social	8 015,00 € TTC	64,00 %	5 130,00 €
	Montant total de la subvention		5 130,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AEFPP ASS ECOLE FORM PSYCHO PEDAGOGIQUE
Adresse administrative : 24/26 RUE LOUIS ARMAND
75015 PARIS 15E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Michel WATIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Changement de mobilier du centre de documentation pour améliorer l'accueil des étudiants.

Dates prévisionnelles : 2 novembre 2023 - 31 janvier 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le projet vise à équiper le centre de documentation de l'organisme de formation de mobilier (tables, chaises, fauteuils, bureaux, lampe de bureau et lampadaire) plus adapté pour le rendre plus confortable et attrayant pour les étudiants. Il est nécessaire de rendre ce lieu plus chaleureux et ergonomique d'autant que, suite à l'arrivée de la documentaliste en janvier 2022, une nouvelle dynamique s'est mise en place et les passages d'étudiants sont de plus en plus fréquents, sur des durées plus longues également (temps de travail, de recherche...).

Détail du calcul de la subvention :

Le coût total de l'opération est estimé à 8 598,92 €

Le coût du projet relatif aux activités de formation listées à l'annexe 1 et 1bis de la convention d'objectifs et de moyens est de 8 015 €

Le pourcentage du financement régional en fonctionnement en n-2 (2021) est de 80 %

L'assiette éligible = 8 015 € x 80 % = 6 412 €

Le calcul de la subvention régionale = 6 412 € x 80 % = 5 130 € TTC

Localisation géographique :

 PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition de mobiliers	8 598,92	100,00%
Total	8 598,92	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	5 130,00	59,66%
Fonds propres	3 468,92	40,34%
Total	8 598,92	100,00%

DOSSIER N° EX076056 - 2023 - EQUIPEMENT - AEFPP ASSOCIATION ECOLE FORM PSYCHO PEDAGOGIQUE

Dispositif : Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social (n° 00000845)

Délibération Cadre : CR72-14 du 21/11/2014

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127002-1800

Action : 12700201- Investissement dans les écoles et instituts de formations sociales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social	23 059,00 € TTC	64,00 %	14 758,00 €
	Montant total de la subvention		14 758,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AEFPP ASS ECOLE FORM PSYCHO PEDAGOGIQUE
Adresse administrative : 24/26 RUE LOUIS ARMAND
75015 PARIS 15E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Michel WATIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Rénovation du jardin intérieur de la cour de l'organisme de formation.

Dates prévisionnelles : 10 juillet 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Nécessité de faire les aménagements pendant la période estivale avant la rentrée des étudiants en septembre 2023.

Description :

L'EFPP possède, au sein de son établissement, une cour intérieure. Cet espace vert intérieur attenant au rez-de-chaussée de 147m², aujourd'hui libre d'accès au public de l'EFPP, demeure néanmoins peu attrayant avec un gazon et une végétalisation très abimée voire morte. Ce projet de réaménagement complet vise à rendre cet espace libre d'accès aux étudiants, aux enseignants et au personnel, dans un respect écologique et durable. Ce réaménagement permettrait d'augmenter l'attractivité de l'école avec un espace de vie extérieur plus beau, plus fonctionnel, plus engageant. Ce nouveau jardin sera non seulement un espace de partage, d'échange, de travail ou de détente entre les cours mais aussi un espace dédié aux pauses repas toute l'année. Cet équipement améliorera le bien-être des étudiants par l'acquisition de bacs, jardinières et plantes.

Détail du calcul de la subvention :

Le coût total de l'opération est estimé à 24 738,94 €

Le coût du projet relatif aux activités de formation listées à l'annexe 1 et 1bis de la convention d'objectifs

et de moyens est de 23 059 €

Le pourcentage du financement régional en fonctionnement en n-2 (2021) est de 80 %

L'assiette éligible = 23 059 € x 80 % = 18 447 €

Le calcul de la subvention régionale = 18 447 € x 80 % = 14 758 € TTC

Localisation géographique :

 PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipement et aménagement de jardin	24 738,94	100,00%
Total	24 738,94	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	14 758,00	59,65%
Fonds propres	9 980,94	40,35%
Total	24 738,94	100,00%

**DOSSIER N° EX076058 - 2023 - EQUIPEMENT - AEFPP ASSOCIATION ECOLE FORM PSYCHO
PEDAGOGIQUE**

Dispositif : Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social (n° 00000845)

Délibération Cadre : CR72-14 du 21/11/2014

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127002-1800

Action : 12700201- Investissement dans les écoles et instituts de formations sociales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social	24 568,00 € TTC	64,00 %	15 724,00 €
	Montant total de la subvention		15 724,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AEFPP ASS ECOLE FORM PSYCHO
PEDAGOGIQUE
Adresse administrative : 24/26 RUE LOUIS ARMAND
75015 PARIS 15E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Michel WATIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Remplacement du Système Intégré de Gestion de Bibliothèque.

Dates prévisionnelles : 2 novembre 2023 - 4 mars 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le projet vise le remplacement du Système Intégré de Gestion de Bibliothèque qui n'est plus commercialisé par le prestataire par un logiciel de gestion documentaire et une prestation de service de récupération de l'historique des données (extraction et traitement des données pour une future importation).

Détail du calcul de la subvention :

Le coût total de l'opération est estimé à 26 358 €

Le coût du projet relatif aux activités de formation listées à l'annexe 1 et 1bis de la convention d'objectifs et de moyens est de 24 568 €

Le pourcentage du financement régional en fonctionnement en n-2 (2021) est de 80 %

L'assiette éligible = 24 568 € x 80 % = 19 655 €

Le calcul de la subvention régionale = 19 655 € x 80 % = 15 724 € TTC

Localisation géographique :

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition de matériels pédagogiques et prestation de service associée	28 531,20	100,00%
Total	28 531,20	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	15 724,00	55,11%
Fonds propres	12 807,20	44,89%
Total	28 531,20	100,00%

DOSSIER N° EX076079 - 2023 - EQUIPEMENT - AFRIS PARIS PARMENTIER (IRTS)

Dispositif : Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social (n° 00000845)

Délibération Cadre : CR72-14 du 21/11/2014

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127002-1800

Action : 12700201- Investissement dans les écoles et instituts de formations sociales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social	94 026,00 € TTC	39,20 %	36 858,00 €
Montant total de la subvention			36 858,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AFRIS PARIS PARMENTIER

Adresse administrative : 145 AV PARMENTIER
75010 PARIS 10E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur MANUEL PELISSIER, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Aménagement de tiers lieux d'apprentissage sur les sites de Paris et Melun

Dates prévisionnelles : 1 mars 2024 - 1 mars 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le projet vise les sites de Paris et Melun pour l'aménagement de tiers lieux d'apprentissage "learning center", avec du mobilier, des cloisons mobiles, de la décoration, pour en faire des espaces favorisant le bien être, le vivre ensemble, le travail collaboratif. Le matériel informatique a été financé dans le cadre d'un autre projet campus d'avenir - trophées innovation numérique (Edtech).

Détail du calcul de la subvention :

Le coût total de l'opération est estimé à 122.462 €.

Le coût du projet relatif aux activités de formation listées à l'annexe 1 et 1bis de la convention d'objectifs et de moyens est de 94.026 €.

Le pourcentage du financement régional en fonctionnement en n-2 (2021) est de 49 %.

L'assiette éligible = 94.026 € x 49 % = 46.073 €.

Le calcul de la subvention régionale = 46.073 € x 49 % = 36.858 € TTC.

Localisation géographique :

- PARIS
- MELUN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements, mobilier, décoration	122 462,00	100,00%
Total	122 462,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	36 858,00	30,10%
Fonds propres	85 604,00	69,90%
Total	122 462,00	100,00%

DOSSIER N° EX075147 - 2023 - EQUIPEMENT - CERPE

Dispositif : Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social (n° 00000845)

Délibération Cadre : CR72-14 du 21/11/2014

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127002-1800

Action : 12700201- Investissement dans les écoles et instituts de formations sociales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social	4 725,80 € TTC	36,80 %	1 739,00 €
Montant total de la subvention			1 739,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CERPE CTRE ETUDE RECHERCHE
PETITE ENFANCE
Adresse administrative : 52 RUE CHARLES TILLON
93300 AUBERVILLIERS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MARIA ESPOSITO, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Acquisition de mobilier et de matériel numérique

Dates prévisionnelles : 21 septembre 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le projet vise l'acquisition de matériel de salle de classe (tables et chaises); de matériel de bureau (armoires, fauteuils de bureau et bureaux) et de matériel numérique de diffusion (rétroprojecteurs et lecteurs DVD).

Détail du calcul de la subvention :

Le coût total de l'opération est estimé à 6 261 €

Le coût du projet relatif aux activités de formation listées à l'annexe 1 et 1 bis de la convention d'objectifs et de moyens est de 4 725,80 €

Le pourcentage du financement régional en fonctionnement en n-2 (2021) est de 46 %

L'assiette éligible = 4 725,80 € x 46 % = 2 174 €

Le calcul de la subvention régionale = 2 174 € x 80 % = 1 739 € TTC.

Localisation géographique :

■ AUBERVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition de matériels informatiques et audiovisuels	1 000,00	15,97%
Acquisition de mobiliers	5 261,00	84,03%
Total	6 261,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	1 739,00	27,78%
Fonds propres	4 522,00	72,22%
Total	6 261,00	100,00%

DOSSIER N° EX075679 - 2023 - EQUIPEMENT - ECOLE NORMALE SOCIALE

Dispositif : Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social (n° 00000845)

Délibération Cadre : CR72-14 du 21/11/2014

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127002-1800

Action : 12700201- Investissement dans les écoles et instituts de formations sociales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social	23 522,00 € TTC	56,00 %	13 173,00 €
Montant total de la subvention			13 173,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ECOLE NORMALE SOCIALE

Adresse administrative : 2 RUE DE TORCY
75018 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Claude ALLENBACH, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Remplacement de tables et de chaises dans les salles de formation

Dates prévisionnelles : 21 août 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le centre de formation souhaite programmer le renouvellement des tables et chaises lors de période estivale afin de ne pas affecter la programmation des cours.

Description :

Le projet vise à remplacer les tables et les chaises dans les salles de formation ayant plus de 10 ans d'utilisation et à en racheter de nouvelles.

Détail du calcul de la subvention :

Le coût total de l'opération est estimé à 26 567 €

Le coût du projet relatif aux activités de formation listées à l'annexe 1 et 1bis de la convention d'objectifs et de moyens est de 23 522 €

Le pourcentage du financement régional en fonctionnement en n-2 (2021) est de 70 %

L'assiette éligible = 23 522 € x 70 % = 16 466 €

Le calcul de la subvention régionale = 16 466 € x 80 % = 13 173 € TTC

Localisation géographique :

■ PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition de mobiliers	26 567,00	100,00%
Total	26 567,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	13 173,00	49,58%
Fonds propres	13 394,00	50,42%
Total	26 567,00	100,00%

DOSSIER N° EX075682 - 2023 - EQUIPEMENT - ECOLE NORMALE SOCIALE

Dispositif : Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social (n° 00000845)

Délibération Cadre : CR72-14 du 21/11/2014

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127002-1800

Action : 12700201- Investissement dans les écoles et instituts de formations sociales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social	4 398,00 € TTC	56,00 %	2 463,00 €
Montant total de la subvention			2 463,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ECOLE NORMALE SOCIALE

Adresse administrative : 2 RUE DE TORCY
75018 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Claude ALLENBACH, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Remplacement de stores dans les salles de formation pour protéger du soleil et de la chaleur.

Dates prévisionnelles : 10 juillet 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le centre de formation souhaite que les stores soient installés pendant la période estivale afin de ne pas affecter la programmation des cours.

Description :

Afin de garantir des conditions d'accueil acceptables pour les étudiants de l'école normale sociale, le centre a besoin de remplacer l'ensemble des stores des salles de formation qui sont dans un état de délabrement très avancé et d'en acquérir de nouveaux.

Détail du calcul de la subvention :

Le coût total de l'opération est estimé à 4 967 €

Le coût du projet relatif aux activités de formation listées à l'annexe 1 et 1 bis de la convention d'objectifs et de moyens est de 4 398 €

Le pourcentage du financement régional en fonctionnement en n-2 (2021) est de 70 %

L'assiette éligible = 4 398 € x 70 % = 3 079 €

Le calcul de la subvention régionale = 3 079 € x 80 % = 2 463 € TTC

Localisation géographique :

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements	4 967,40	100,00%
Total	4 967,40	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	2 463,00	49,58%
Fonds propres	2 504,40	50,42%
Total	4 967,40	100,00%

DOSSIER N° EX075145 - 2023 - EQUIPEMENT - ECOLE PRATIQUE SERVICE SOCIAL

Dispositif : Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social (n° 00000845)

Délibération Cadre : CR72-14 du 21/11/2014

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127002-1800

Action : 12700201- Investissement dans les écoles et instituts de formations sociales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social	69 687,00 € TTC	44,80 %	31 220,00 €
	Montant total de la subvention		31 220,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EPSS ECOLE PRATIQUE SERVICE SOCIAL
Adresse administrative : 139 BD DU MONTPARNASSE
75006 PARIS 6E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame SOPHIE TESSAUD, Directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Acquisition de matériel informatique, pédagogique et mobilier

Dates prévisionnelles : 21 septembre 2023 - 2 octobre 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Ce projet vise l'acquisition de matériels et logiciels informatiques de ressources numériques :

- ordinateurs, écrans et webcam
- développement et déploiement du progiciel de gestion avec la création d'un portail entreprise et d'un module gestion de notes
- développement d' un connecteur de synchronisation entre les différents outils du centre (Office 365, ERP Aurion et plateforme Moodle) permettant une communication entre eux et ainsi faciliter la gestion des inscriptions, la création des comptes et des droits utilisateurs des apprenants.

et de mobilier (chaises de bureau et armoires basses)

Détail du calcul de la subvention :

Le coût total de l'opération est estimé à 82 941 €

Le coût du projet relatif aux activités de formation listées à l'annexe 1 et 1 bis de la convention d'objectifs et de moyens est de 69 687 €

Le pourcentage du financement régional en fonctionnement en n-2 (2021) est de 56 %

L'assiette éligible = 69 687 € x 56 % = 39 025 €

Le calcul de la subvention régionale = 39 025 € x 80 % = 31 220 € TTC.

Localisation géographique :

 CERGY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Mobilier	5 715,00	6,89%
Acquisition de matériels informatiques et audiovisuels	27 726,00	33,43%
Développement du progiciel de gestion	27 000,00	32,55%
Déploiement d'un connecteur de synchronisation	22 500,00	27,13%
Total	82 941,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	31 220,00	37,64%
Fonds propres	51 721,00	62,36%
Total	82 941,00	100,00%

DOSSIER N° EX075504 - 2023 - EQUIPEMENT - ECOLE SUPERIEURE DE TRAVAIL SOCIAL

Dispositif : Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social (n° 00000845)

Délibération Cadre : CR72-14 du 21/11/2014

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127002-1800

Action : 12700201- Investissement dans les écoles et instituts de formations sociales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social	13 117,00 € TTC	56,80 %	7 450,00 €
Montant total de la subvention			7 450,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ETSUP ECOLE SUPERIEURE DE TRAVAIL SOCIAL
Adresse administrative : 33 RUE DU MAINE
75015 PARIS 15E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ESTELLE LOZANO, Directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Equipement numérique de l'amphithéâtre

Dates prévisionnelles : 16 octobre 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le projet a pour objet la fourniture et la prestation d'installation de l'équipement numérique de l'amphithéâtre : écran de projection, projecteur, hauts parleurs et micros.

Détail du calcul de la subvention :

Le coût total de l'opération est estimé à 15 521,38 €

Le coût du projet relatif aux activités de formation listées à l'annexe 1 et 1 bis de la convention d'objectifs et de moyens est de 13 117 €

Le pourcentage de financement régional en fonctionnement en n-2 (2021) est de 71%

L'assiette éligible = 13 117 € * 71% = 9 313 €

Le calcul de la subvention régionale = 9 313 € * 80% = 7 450 € TTC

Localisation géographique :

■ ARCUEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition de matériels pédagogiques et audiovisuels	15 521,38	100,00%
Total	15 521,38	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	7 450,00	48,00%
Fonds propres	8 071,38	52,00%
Total	15 521,38	100,00%

DOSSIER N° EX075505 - 2023 - EQUIPEMENT - ECOLE SUPERIEURE DE TRAVAIL SOCIAL

Dispositif : Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social (n° 00000845)

Délibération Cadre : CR72-14 du 21/11/2014

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127002-1800

Action : 12700201- Investissement dans les écoles et instituts de formations sociales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social	15 174,00 € TTC	56,79 %	8 618,00 €
Montant total de la subvention			8 618,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ETSUP ECOLE SUPERIEURE DE TRAVAIL SOCIAL
Adresse administrative : 33 RUE DU MAINE
75015 PARIS 15E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ESTELLE LOZANO, Directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Acquisition de mobiliers pour le Centre de Ressources documentaires et numériques de l'ETSUP.

Dates prévisionnelles : 2 novembre 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Acquisition de mobilier divers : rayonnages standard, meuble BD, meubles pour périodiques, rangement DVD, canapé connecté, poufs, présentoir, podium 3 caissons, tables de travail, chaises.

Détail du calcul de la subvention :

Le coût total de l'opération est estimé à 17 955,02 €

Le coût du projet relatif aux activités de formation listées à l'annexe 1 et 1 bis de la convention d'objectifs et de moyens est de 15 174 €

Le pourcentage de financement régional en fonctionnement en n-2 (2021) est de 71%

L'assiette éligible = 15 174 € * 71% = 10 773,39 €

Le calcul de la subvention régionale = 10 773 € * 80% = 8 618 € TTC

Localisation géographique :

■ ARCUEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition de mobiliers	17 955,02	100,00%
Total	17 955,02	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	8 618,00	48,00%
Fonds propres	9 337,02	52,00%
Total	17 955,02	100,00%

DOSSIER N° EX075973 - 2023 - EQUIPEMENT - IRFASE

Dispositif : Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social (n° 00000845)

Délibération Cadre : CR72-14 du 21/11/2014

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127002-1800

Action : 12700201- Investissement dans les écoles et instituts de formations sociales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social	93 421,00 € TTC	61,60 %	57 547,00 €
Montant total de la subvention			57 547,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IRFASE INST RECHERCHE FORM
ACTION SOCIALE 91
Adresse administrative : 5 LES TERRASSES DE L'AGORA
91034 EVRY COURCOURONNES
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame VERONIQUE BAYER, Directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Acquisition de mobiliers, d'équipements informatiques, audiovisuels pour les équipes et le foyer des élèves et étudiants.

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2023 - 31 juillet 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé concerne une partie des équipements devant être opérationnels pour la rentrée de septembre 2023.

Description :

Le projet vise à poursuivre la modernisation de ce centre de formation en travail social sur les axes suivants : achat de mobiliers pour les bureaux et le foyer des élèves et étudiants (tables, canapés, chaises et bureaux, branchements, câbles, rallonges et signalétiques), équipement informatique (ordinateurs portables dont 20 réservés pour le pôle handicap avec des logiciels adaptés, tablettes notamment pour le laboratoire de langues et vidéoprojecteurs), équipement audiovisuel (appareil photo numérique, pack enregistrement audio...), équipements divers (Goodies, accessoires de bureau ergonomiques pour lutter contre les troubles musculosquelettiques).

Détail du calcul de la subvention :

Le coût total de l'opération est estimé à 96 729 € TTC

Le coût du projet relatif aux activités de formation listées à l'annexe 1 et 1 bis de la convention d'objectifs et de moyens est de 96 729 € x 96,58% = 93 421 €

Le pourcentage du financement régional en fonctionnement en n-2 (2021) est de 77%

L'assiette éligible = 93 421 € x 77%= 71 934 €

Le calcul de la subvention régionale = 71 934 € x 80% = 57 547 € TTC

Localisation géographique :

 EVRY-COURCOURONNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Matériels informatiques et audiovisuels	44 931,07	46,45%
Mobiliers	25 372,62	26,23%
Equipements et branchements	26 425,80	27,32%
Total	96 729,49	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	57 547,00	59,49%
Fonds propres	34 846,10	36,02%
Taxe d'apprentissage	4 336,39	4,48%
Total	96 729,49	100,00%

DOSSIER N° EX076076 - 2023 - EQUIPEMENT - IRTS ILE DE FRANCE MONTOUGE NEUILLY SUR MARNE

Dispositif : Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social (n° 00000845)

Délibération Cadre : CR72-14 du 21/11/2014

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127002-1800

Action : 12700201- Investissement dans les écoles et instituts de formations sociales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social	14 094,00 € TTC	66,40 %	9 359,00 €
	Montant total de la subvention		9 359,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ITSRS INST TRAVAIL SOCIAL
RECHERCHES SOCIALES
Adresse administrative : 1 RUE DU 11 NOVEMBRE
92120 MONTROUGE
Statut Juridique : Fondation
Représentant : Monsieur ERIC MARCHANDET, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Acquisition et pose de climatisations sur les sites de Montrouge et Neuilly-sur-Marne

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2023 - 1 février 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le projet vise la pose d'une climatisation dans les locaux des serveurs informatiques sur les sites de Montrouge et Neuilly.

Détail du calcul de la subvention :

Le coût total de l'opération est estimé à 17 541 €.

Le coût du projet relatif aux activités de formation listées à l'annexe 1 et 1bis de la convention d'objectifs et de moyens est de 14 094 €.

Le pourcentage du financement régional en fonctionnement en n-2 (2021) est de 83 %.

L'assiette éligible = 14 094 € x 83 % = 11 698 €.

Le calcul de la subvention régionale = 11 698 € x 80 % = 9 359 € TTC.

Localisation géographique :

- MONTRouGE
- NEUILLY-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements	17 541,00	100,00%
Total	17 541,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	9 359,00	53,35%
Fonds propres	8 182,00	46,65%
Total	17 541,00	100,00%

DOSSIER N° EX076018 - 2023 - EQUIPEMENT SOCIAL - L'HORIZON

Dispositif : Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social (n° 00000845)

Délibération Cadre : CR72-14 du 21/11/2014

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127002-1800

Action : 12700201- Investissement dans les écoles et instituts de formations sociales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social	73 561,00 € TTC	56,00 %	41 194,00 €
Montant total de la subvention			41 194,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L'HORIZON

Adresse administrative : 6 RUE PAUL BERT
92240 MALAKOFF

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Valérie NAEYE, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Changement d'éclairages, achat de matériel informatique et numérique et mise en place d'une plateforme numérique de partage de contenus de formation en ligne

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le projet porte sur :

- l'amélioration du bâti avec changement des éclairages
- l'achat de matériel informatique et numérique
- la mise en place d'une plateforme numérique de diffusion et de partage de contenus de formation en ligne (prestation d'accompagnement à la mise en oeuvre et prestation d'appui à l'hébergement à la maintenance et à l'usage de cette plateforme)

Détail du calcul de la subvention :

Le coût total de l'opération est estimé à 85.556 €.

Le coût du projet relatif aux activités de formation listées à l'annexe 1 et 1bis de la convention d'objectifs et de moyens est de 73.561 €.

Le pourcentage du financement régional en fonctionnement en n-2 (2021) est de 70 %.

L'assiette éligible = 73.561 € x 70 % = 51.493 €.

Le calcul de la subvention régionale = 51.493 € x 80 % = 41.194 € TTC.

Localisation géographique : MALAKOFF**Contrat Particulier :** Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition de matériels pédagogiques	6 390,00	7,47%
Acquisition de matériels informatiques et audiovisuels	50 306,00	58,80%
Travaux de rénovation et réhabilitation - amélioration de la performance énergétique par remplacement des néons	28 860,00	33,73%
Total	85 556,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	41 194,00	48,15%
Fonds propres	34 362,00	40,16%
Taxe d'apprentissage	10 000,00	11,69%
Total	85 556,00	100,00%

DOSSIER N° EX075148 - 2023 - EQUIPEMENT- UNIV PARIS XIII PARIS-NORD VILLETANEUSE

Dispositif : Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social (n° 00000845)

Délibération Cadre : CR72-14 du 21/11/2014

Imputation budgétaire : 902-27-204182-127002-1800

Action : 12700201- Investissement dans les écoles et instituts de formations sociales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social	52 030,00 € TTC	64,00 %	33 299,00 €
Montant total de la subvention			33 299,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE PARIS XIII PARIS NORD
VILLETANEUSE - USPN
Adresse administrative : 1 RUE DE CHABLIS
93017 BOBIGNY
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur ABDELHAMID LIMANI, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Acquisition de matériel informatique et chariots

Dates prévisionnelles : 1 juin 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'acquisition du matériel numérique et pédagogique est souhaitée pour la rentrée de septembre 2023.

Description :

Le projet vise l'acquisition d'ordinateurs portables pour les formateurs et les étudiants, et de deux chariots mobiles permettant de déplacer facilement les ordinateurs afin de mieux répondre aux besoins pédagogiques.

Détail du calcul de la subvention :

Le coût total de l'opération est estimé à 52 030 €

Le coût du projet relatif aux activités de formation listées à l'annexe 1 et 1 bis de la convention d'objectifs et de moyens est de 52 030 €

Le pourcentage du financement régional en fonctionnement en n-2 (2021) est de 80 %

L'assiette éligible = 52 030 € x 80 % = 41 624 €

Le calcul de la subvention régionale = 41 624 € x 80 % = 33 299 € TTC

Localisation géographique :

 BOBIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition de matériel informatique	47 609,00	91,50%
Chariots	4 421,00	8,50%
Total	52 030,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	33 299,00	64,00%
Fonds propres	17 701,00	34,02%
Taxe d'apprentissage	1 030,00	1,98%
Total	52 030,00	100,00%

**DOSSIER N° EX075599 - 2023 - INVESTISSEMENT - EQUIPEMENT - SAUVEGARDE DES YVELINES
- BUC RESSOURCES**

Dispositif : Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social (n° 00000845)

Délibération Cadre : CR72-14 du 21/11/2014

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127002-1800

Action : 12700201- Investissement dans les écoles et instituts de formations sociales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social	109 990,00 € TTC	48,80 %	53 675,00 €
	Montant total de la subvention		53 675,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SEAY SAUVEGARDE ENFANCE
ADOLESCENCE YVELINES
Adresse administrative : 9 BIS AVENUE JEAN JAURES
78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Nadine RESSE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Rénovation de salles de cours et équipement de mobilier. Rénovation de réseau d'eau.

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les travaux doivent être terminés avant la prochaine rentrée scolaire de septembre 2023.

Description :

Le projet prévoit :

- des travaux de rénovation sur le réseau d'eau de l'école (terrassement, fourniture et pose d'une canalisation d'eau potable sous gaine, fourniture et pose d'un compteur divisionnaire et une bouche clef pour chaque bâtiment, travaux de recouvrement de la gaine en sablon puis fermeture de la tranchée et réfection des traversées de chaussées en enrobé et création d'un regard)
- la rénovation de salles de cours et équipement en mobilier de salles de cours et d'écrans à visée pédagogique.

Détail du calcul de la subvention :

Le coût total de l'opération est estimé à 133 840,57 €

Le coût du projet relatif aux activités de formation listées à l'annexe 1 et 1 bis de la convention d'objectifs et de moyens est de 109 990 €

Le pourcentage de financement régional en fonctionnement en n-2 (2021) est de 61%

L'assiette éligible = 109 990 € * 61% = 67 094 €

Le calcul de la subvention régionale = 67 094 € * 80% = 53 675 € TTC

Localisation géographique :

 BUC

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition de matériels informatiques et audiovisuels	35 896,80	26,82%
Acquisition de mobiliers	26 419,20	19,74%
Travaux de rénovation et réhabilitation	71 524,57	53,44%
Total	133 840,57	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	53 675,00	40,10%
Fonds propres	80 165,57	59,90%
Total	133 840,57	100,00%

**DOSSIER N° EX076040 - 2023 - INVESTISSEMENT - IRTS ILE DE FRANCE MONTOUGE NEUILLY
SUR MARNE**

Dispositif : Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social (n° 00000845)

Délibération Cadre : CR72-14 du 21/11/2014

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127002-1800

Action : 12700201- Investissement dans les écoles et instituts de formations sociales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social	99 243,00 € TTC	66,40 %	65 898,00 €
	Montant total de la subvention		65 898,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ITSRS INST TRAVAIL SOCIAL
RECHERCHES SOCIALES
Adresse administrative : 1 RUE DU 11 NOVEMBRE
92120 MONTROUGE
Statut Juridique : Fondation
Représentant : Monsieur ERIC MARCHANDET, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Travaux de réfection des sols et encapsulage de l'amiante des circulations du bâtiment sur le site de Montrouge

Dates prévisionnelles : 1 mars 2024 - 31 janvier 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le projet porte sur des travaux de réfection des sols et d'encapsulage de l'amiante ainsi que la fourniture et pose de barres de seuils et de plinthes neuves dans les circulations de tous les étages du site de Montrouge.

Détail du calcul de la subvention :

Le coût total de l'opération est estimé à 123 514 €.

Le coût du projet relatif aux activités de formation listées à l'annexe 1 et 1bis de la convention d'objectifs et de moyens est de 99 243 €.

Le pourcentage du financement régional en fonctionnement en n-2 (2021) est de 83 %.

L'assiette éligible = 99 243 € x 83 % = 82 372 €.

Le calcul de la subvention régionale = 82 372 € x 80 % = 65 898 € TTC.

Localisation géographique :

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de rénovation et réhabilitation	123 514,00	100,00%
Total	123 514,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de- France (sollicitée)	65 898,00	53,35%
Fonds propres	57 616,00	46,65%
Total	123 514,00	100,00%

**DOSSIER N° EX076041 - 2023 - INVESTISSEMENT - IRTS ILE DE FRANCE MONTOUGE NEUILLY
SUR MARNE**

Dispositif : Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social (n° 00000845)

Délibération Cadre : CR72-14 du 21/11/2014

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127002-1800

Action : 12700201- Investissement dans les écoles et instituts de formations sociales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social	218 400,00 € TTC	66,40 %	145 017,00 €
	Montant total de la subvention		145 017,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ITSRS INST TRAVAIL SOCIAL
RECHERCHES SOCIALES
Adresse administrative : 1 RUE DU 11 NOVEMBRE
92120 MONTROUGE
Statut Juridique : Fondation
Représentant : Monsieur ERIC MARCHANDET, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Remplacement d'un escalier de secours avec paliers sur le site de Montrouge afin de sécuriser les sorties de secours de l'ensemble du bâtiment

Dates prévisionnelles : 1 novembre 2023 - 1 avril 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le projet vise sur le site de Montrouge le remplacement complet de l'escalier de secours en colimaçon de 90 cm de passage, par un escalier avec paliers de 140 cm de passage, du rez-de-chaussée au 5ème étage, pour augmenter la capacité d'évacuation.

Il s'agit d'une demande complémentaire au dossier EX045823 de 2019 relatif à la rénovation de l'escalier de secours (CP 2019-380 du 18.09.19 - 41.582 €). Les travaux de rénovation n'ont pas commencé car il y a eu de nouvelles recommandations de sécurité avec mise aux normes actuelles. Cette subvention de 2019 a fait l'objet d'une prorogation qui a été accordée le 28.11.22.

Détail du calcul de la subvention :

Le coût total de l'opération est estimé à 271 810,80 €.

Le coût du projet relatif aux activités de formation listées à l'annexe 1 et 1bis de la convention d'objectifs et de moyens est de 218 400 €.

Le pourcentage du financement régional en fonctionnement en n-2 (2021) est de 83 %.
L'assiette éligible = 218 400 € x 83 % = 181 271 €.
Le calcul de la subvention régionale = 181 271 € x 80 % = 145 017 € TTC.

Localisation géographique :

 MONTRouGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de rénovation et réhabilitation	271 810,80	100,00%
Total	271 810,80	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de- France (sollicitée)	145 017,00	53,35%
Fonds propres	126 793,80	46,65%
Total	271 810,80	100,00%

DOSSIER N° EX076020 - 2023 - INVESTISSEMENT - IRTS ILE DE FRANCE MONTROUGE NEUILLY SUR MARNE

Dispositif : Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social (n° 00000845)

Délibération Cadre : CR72-14 du 21/11/2014

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127002-1800

Action : 12700201- Investissement dans les écoles et instituts de formations sociales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social	911 998,00 € TTC	66,40 %	605 568,00 €
	Montant total de la subvention		605 568,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ITSRS INST TRAVAIL SOCIAL
RECHERCHES SOCIALES
Adresse administrative : 1 RUE DU 11 NOVEMBRE
92120 MONTROUGE
Statut Juridique : Fondation
Représentant : Monsieur ERIC MARCHANDET, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Travaux d'isolation des bureaux et salles de cours et remplacement des vitrages de l'ensemble du bâtiment du site de Montrouge

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2024 - 1 janvier 2028

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le projet vise sur le site de Montrouge :

- l'isolation des bureaux et des salles de cours et le remplacement des vitrages dans tout le bâtiment :
- le remplacement de menuiseries simple vitrage vétustes (de 1930) sur 5 étages par des menuiseries PVC à double vitrage
- l'isolation et plâtrerie au 3ème, 4ème et 5ème étage (complément du dossier EX058891 du 22.09.21 pour l'isolation du 1er et 2ème étage)
- la rénovation du système de chauffage du 3è au 5è étage suite aux travaux d'isolation (décalage des radiateurs du mur des bureaux et salles de cours)

Détail du calcul de la subvention :

Le coût total de l'opération est estimé à 1 135 034 €.

Le coût du projet relatif aux activités de formation listées à l'annexe 1 et 1bis de la convention d'objectifs et de moyens est de 912 000 €.

Le pourcentage du financement régional en fonctionnement en n-2 (2021) est de 83 %.

L'assiette éligible = 911 998 € x 83 % = 756 960 €.
Le calcul de la subvention régionale = 756 960 € x 80 % = 605 568 € TTC.

Localisation géographique :

🏠 MONTRouGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de rénovation et réhabilitation	1 135 034,00	100,00%
Total	1 135 034,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de- France (sollicitée)	605 568,00	53,35%
Fonds propres	529 466,00	46,65%
Total	1 135 034,00	100,00%

DOSSIER N° EX075678 - 2023- EQUIPEMENT - ECOLE NORMALE SOCIALE

Dispositif : Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social (n° 00000845)

Délibération Cadre : CR72-14 du 21/11/2014

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127002-1800

Action : 12700201- Investissement dans les écoles et instituts de formations sociales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social	4 813,00 € TTC	55,99 %	2 695,00 €
Montant total de la subvention			2 695,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ECOLE NORMALE SOCIALE

Adresse administrative : 2 RUE DE TORCY
75018 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Claude ALLENBACH, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Acquisition d'écrans informatiques pour les collaborateurs du centre de formation.

Dates prévisionnelles : 4 septembre 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les écrans doivent être livrés pour la rentrée de septembre 2023. Aussi le centre sollicite un démarrage anticipé.

Description :

Ce projet vise à changer certains écrans de plus de 10 ans et souvent défectueux de collaborateurs du centre de formation et à en acquérir de nouveaux.

Détail du calcul de la subvention :

Le coût total de l'opération est estimé à 5 436 €

Le coût du projet relatif aux activités de formation listées à l'annexe 1 et 1bis de la convention d'objectifs et de moyens est de 4 813 €

Le pourcentage du financement régional en fonctionnement en n-2 (2021) est de 70 %

L'assiette éligible = 4 813 € x 70 % = 3 369 €

Le calcul de la subvention régionale = 3 369 € x 80 % = 2 695 € TTC

Localisation géographique :

■ PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition de matériels informatiques et audiovisuels	5 436,00	100,00%
Total	5 436,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	2 695,00	49,58%
Fonds propres	2 741,00	50,42%
Total	5 436,00	100,00%

DOSSIER N° EX075795 - 2023- EQUIPEMENT- CENTRE DE FORMATION ST HONORE

Dispositif : Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social (n° 00000845)

Délibération Cadre : CR72-14 du 21/11/2014

Imputation budgétaire : 902-27-20422-127002-1800

Action : 12700201- Investissement dans les écoles et instituts de formations sociales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social	29 948,00 € TTC	54,40 %	16 292,00 €
Montant total de la subvention			16 292,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION POUR LA GESTION DU
CENTRE DE FORMATION SAINT-HONORE
Adresse administrative : 42 RUE DE ROMAINVILLE
75019 PARIS 19E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Régis DESNOUS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Remplacement d'un serveur physique par une solution Software as a Service (SaaS).

Dates prévisionnelles : 2 octobre 2023 - 30 septembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le projet vise à remplacer le serveur physique du centre par une solution logicielle SaaS sous la forme d'un intranet et une prestation d' hébergement chez un éditeur, permettant ainsi :

- Une collaboration améliorée et sécurisée
- Un espace de travail collaboratif personnalisé
- Une accessibilité renforcée : anywhere, any device
- Une solution évolutive et digitalisation des process via la PowerPlatform
- Une protection et une gestion des données sécurisée

Détail du calcul de la subvention :

Le coût total de l'opération est estimé à 31 992,60 €

Le coût du projet relatif aux activités de formation listées à l'annexe 1 et 1bis de la convention d'objectifs et de moyens est de 29 948 €

Le pourcentage du financement régional en fonctionnement en n-2 (2021) est de 68 %

L'assiette éligible = 29 948 € x 68 % = 20 365 €

Le calcul de la subvention régionale = 20 365 € x 80 % = 16 292 € TTC

Localisation géographique : PARIS**Contrat Particulier :** Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements	31 992,60	100,00%
Total	31 992,60	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	16 292,00	50,92%
Fonds propres	15 700,60	49,08%
Total	31 992,60	100,00%

**Annexe 5 - Tableau récapitulatif des subventions de
sécurisation des organismes de formations sanitaires et
sociaux**

**Ecoles et instituts de formations sanitaires et sociales
Subvention sécurité au titre de l'année 2023**

DépT	Etablissement	SANITAIRE OU SOCIAL	Base subventionnable	Subvention Région	%	N° Dossier IRIS
75	AEFPP ASSOCIATION ECOLE FORM PSYCHO PEDAGOGIQUE	SOCIAL	52 291 €	33 466 €	64,00%	EX076089
	CENTRE DE FORMATION SAINT HONORE	SOCIAL	11 087 €	6 031 €	54,40%	EX075753
	CROIX ROUGE FRANCAISE	SANITAIRE	7 885 €	4 605 €	58,40%	EX077154
	ETSUP	SOCIAL	116 928 €	66 415 €	56,80%	EX075509
	ECOLE NORMALE SOCIALE	SOCIAL	7 753 €	4 342 €	56,00%	EX075680
	IFSI IFAP IFAS FONDATION DIACONESSES DE REUILLY	SANITAIRE	47 683 €	31 280 €	65,60%	EX076046
	IRTS PARMENTIER	SOCIAL	103 030 €	40 388 €	39,20%	EX076083
Total 75			346 657 €	186 527 €	53,81%	
77	GRAND HOPITAL DE L'EST FRANCILIEN	SANITAIRE	17 582 €	10 409 €	59,20%	EX075115
	CENTRE HOSPITALIER DU SUD 77 (SUD SEINE ET MARNE)	SANITAIRE	16 874 €	11 474 €	68,00%	EX075692
Total 77			34 456 €	21 883 €	63,51%	
93	IFSI VILLE EVRARD	SANITAIRE	106 924 €	54 745 €	51,20%	EX075750
	GIP INSTITUT DE FORMATION INTERHOSPITALIER THÉODORE SIMON	SANITAIRE	52 285 €	28 025 €	53,60%	EX075672
Total 93			159 209 €	82 770 €	51,99%	
95	FONDATION LEONIE CHAPTAL	SANITAIRE	65 053 €	35 910 €	55,20%	EX075902
	INSTITUT FRANÇOISE DOLTO CENTRE HOSPITALIER SIMONE VEIL	SANITAIRE	12 712 €	8 339 €	65,60%	EX075597
Total 93			77 765 €	44 249 €	56,90%	
Total Ile de France			618 087 €	335 429 €	54,27%	

Annexe 6 - Fiches projet sécurisation des organismes de formations en travail social

DOSSIER N° EX075115 - 2023 - SECURISATION - GHEF

Dispositif : Equipement des centres de formation paramédicale et maïeutique (n° 00000844)

Délibération Cadre : CR72-14 du 21/11/2014

Imputation budgétaire : 902-29-204181-129003-1800

Action : 12900301- Sécurisation des écoles et instituts de formations sanitaires et sociales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipement des centres de formation paramédicale et maïeutique	17 581,80 € TTC	59,20 %	10 409,00 €
	Montant total de la subvention		10 409,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GRAND HOPITAL DE L'EST FRANCILIEN

Adresse administrative : 6-8 RUE SAINT FIACRE
77100 MEAUX

Statut Juridique : Etablissement Public Hospitalier

Représentant : Madame ANNE-LAURE DARDENNE, Directrice générale adjointe

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Fourniture et installation d'un portail automatique sécurisé pour l'IFSI IFAS IFAP de Meaux

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'installation du portail automatisé sécurisé est prévue pour la rentrée de septembre 2023.

Description :

Ce projet a pour objet la fourniture et l'installation d'un portail automatique sécurisé pour l'IFSI IFAS IFAP de Meaux

Détail du calcul de la subvention :

Le coût total de l'opération est estimé à 17 587,08 €.

Le coût du projet relatif aux activités de formation listées à l'annexe 1 et 1bis de la convention d'objectifs et de moyens est de 17 581,80 €

Le pourcentage du financement régional en fonctionnement en n-2 (2021) est de 74 %

L'assiette éligible = 17 581,80 € x 74 % = 13 011 €

Le calcul de la subvention régionale = 13 011 € x 80 % = 10 409 € TTC.

Localisation géographique :

■ MEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements de sécurité	17 587,08	100,00%
Total	17 587,08	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 409,00	59,19%
Fonds propres	7 178,08	40,81%
Total	17 587,08	100,00%

**DOSSIER N° EX075597 - 2023 - SECURISATION - INSTITUT FRANÇOISE DOLTO CENTRE
HOSPITALIER SIMONE VEIL**

Dispositif : Equipement des centres de formation paramédicale et maïeutique (n° 00000844)

Délibération Cadre : CR72-14 du 21/11/2014

Imputation budgétaire : 902-29-204181-129003-1800

Action : 12900301- Sécurisation des écoles et instituts de formations sanitaires et sociales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipement des centres de formation paramédicale et maïeutique	12 711,96 € TTC	65,60 %	8 339,00 €
	Montant total de la subvention		8 339,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GROUPEMENT HOSPITALIER EAUBONNE
MONTMORENCY SIMONE VEIL
Adresse administrative : 14 RUE DE SAINT PRIX
95601 EAUBONNE
Statut Juridique : Etablissement Public Hospitalier
Représentant : Madame NATHALIE SANCHEZ, Directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Acquisition de portes coupe-feu

Dates prévisionnelles : 2 novembre 2023 - 30 novembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Dans la continuité de la rénovation et de la sécurisation des locaux de l'institut Françoise Dolto, ce projet vise l'acquisition de deux portes de secours, coupe-feu du rez-de-chaussée du bâtiment principal.

Détail du calcul de la subvention :

Le coût total de l'opération est estimé à 12 908,16 €

Le coût du projet relatif aux activités de formation listées à l'annexe 1 et 1 bis de la convention d'objectifs et de moyens est de 12 711,96 €

Le pourcentage du financement régional en fonctionnement en n-2 (2021) est de 82 %

L'assiette éligible = 12 711,96 € x 82 % = 10 424 €

Le calcul de la subvention régionale = 10 424 x 80 % = 8 339 € TTC

Localisation géographique :

■ EAUBONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Deux portes coupe-feu	12 908,16	100,00%
Total	12 908,16	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	8 339,00	64,60%
Fonds propres	4 569,16	35,40%
Total	12 908,16	100,00%

**DOSSIER N° EX075672 - 2023- SECURISATION - GIP INSTITUT DE FORMATION
INTERHOSPITALIER THÉODORE SIMON**

Dispositif : Equipement des centres de formation paramédicale et maïeutique (n° 00000844)

Délibération Cadre : CR72-14 du 21/11/2014

Imputation budgétaire : 902-29-204181-129003-1800

Action : 12900301- Sécurisation des écoles et instituts de formations sanitaires et sociales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipement des centres de formation paramédicale et maïeutique	52 284,48 € TTC	53,60 %	28 025,00 €
	Montant total de la subvention		28 025,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GIP IFITS INSTITUT DE FORMATION
INTERHOSPITALIER THEODORE SIMON

Adresse administrative : 19 AVENUE DE MAISON BLANCHE
93331 NEUILLY-SUR-MARNE

Statut Juridique : Groupement d'Intérêt Public

Représentant : Madame CHRISTINE MARCHAL, Directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Désamiantage et changement des cylindres

Dates prévisionnelles : 21 septembre 2023 - 22 avril 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le projet vise le désamiantage des garages de l'institut dans l'objectif de les rendre utilisables pour le stationnement des vélos en toute sécurité, le désamiantage d'un bloc de sanitaires avant la dégradation de certains éléments amiantés et le changement des cylindres, clefs et de l'organigramme sur trois niveaux de l'institut, afin de sécuriser les locaux avec un système simple.

Détail du calcul de la subvention :

Le coût total de l'opération est estimé à 54 282,06 €

Le coût du projet relatif aux activités de formation listées à l'annexe 1 et 1 bis de la convention d'objectifs et de moyens est de 52 284,48 €

Le pourcentage du financement régional en fonctionnement en n-2 (2021) est de 67 %

L'assiette éligible = 52 284,48 € x 67 % = 35 031 €

Le calcul de la subvention régionale = 35 031 x 80 % = 28 025 € TTC

Localisation géographique :
🏠 NEUILLY-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipement de sécurité	16 085,40	29,63%
Désamiantage sanitaires et garages	38 196,66	70,37%
Total	54 282,06	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	28 025,00	53,60%
Fonds propres	24 257,06	46,40%
Total	52 282,06	100,00%

DOSSIER N° EX075692 - 2023 - SECURISATION - CENTRE HOSPITALIER DU SUD 77

Dispositif : Equipement des centres de formation paramédicale et maïeutique (n° 00000844)

Délibération Cadre : CR72-14 du 21/11/2014

Imputation budgétaire : 902-29-204181-129003-1800

Action : 12900301- Sécurisation des écoles et instituts de formations sanitaires et sociales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipement des centres de formation paramédicale et maïeutique	16 873,73 € TTC	68,00 %	11 474,00 €
Montant total de la subvention			11 474,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CENTRE HOSPITALIER SUD SEINE ET MARNE SITE DE FONTAINEBLEAU
Adresse administrative : 55 BOULEVARD DU MARECHAL JOFFRE
77300 FONTAINEBLEAU
Statut Juridique : Etablissement Public Hospitalier
Représentant : Monsieur ARTHUR MOINET, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Projet de sécurisation sur le site de Montereault-Fault-Yonne.

Dates prévisionnelles : 31 mai 2023 - 31 mars 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le projet est prévu pour la rentrée de septembre 2023

Description :

Le projet vise l'amélioration de la sécurisation des locaux de l'IFAS de Montereault-Fault-Yonne en remplaçant deux fenêtres vétustes de la salle de travaux pratiques située au rez-de-chaussée du bâtiment donnant sur le Boulevard Crette Preignard. Ces fenêtres présentent d'une part un caractère dangereux (carreaux qui risquent de tomber) et d'autre part une possibilité d'intrusion.

Détail du calcul de la subvention :

Le coût total de l'opération est estimé à 16 965,34 €

Le coût du projet relatif aux activités de formation listées à l'annexe 1 et 1bis de la convention d'objectifs et de moyens est de 16 873,73 €

Le pourcentage du financement régional en fonctionnement en n-2 (2021) est de 85 %

L'assiette éligible = 16 873,73 € x 85 % = 14 343 €

Le calcul de la subvention régionale = 14 343 € x 80 % = 11 474 € TTC.

Localisation géographique : MONTEREAU-FAULT-YONNE**Contrat Particulier :** Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de sécurité	16 965,34	100,00%
Total	16 965,34	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	11 474,00	67,63%
Fonds propres	5 491,34	32,37%
Total	16 965,34	100,00%

DOSSIER N° EX075750 - 2023 - SECURISATION - IFSI VILLE EVRARD

Dispositif : Equipement des centres de formation paramédicale et maïeutique (n° 00000844)

Délibération Cadre : CR72-14 du 21/11/2014

Imputation budgétaire : 902-29-204181-129003-1800

Action : 12900301- Sécurisation des écoles et instituts de formations sanitaires et sociales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipement des centres de formation paramédicale et maïeutique	106 924,20 € TTC	51,20 %	54 745,00 €
Montant total de la subvention			54 745,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ETABLISSEMENT PUBLIC DE SANTE DE VILLE EVRARD
Adresse administrative : 202 AVENUE JEAN JAURES
93330 NEUILLY SUR MARNE
Statut Juridique : Etablissement Public Hospitalier
Représentant : Madame CECILIA BOISSERIE, Directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Equipements pour le contrôle des accès, alarme anti-intrusion et système de vidéosurveillance.

Dates prévisionnelles : 21 septembre 2023 - 1 janvier 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le projet a pour objet l'acquisition d'équipements visant au contrôle des accès, d'une alarme anti-intrusion et d'un système de vidéosurveillance sur le futur site de formation dont la rénovation est en cours. Les problématiques d'insécurité et l'implantation du centre de formation dans un établissement public spécialisé en santé mentale rendent indispensables la sécurisation du centre en limitant la capacité d'intrusion de personnes extérieures mais aussi des patients.

L'établissement public de santé de Ville Evrard bénéficie d'un soutien de la Région Ile-de-France pour la rénovation d'un bâtiment destiné à la formation, suite au vote d'une subvention d'investissement d'un montant de 5,480M€ (délibération CP n°2022-438 du 10 novembre 2022).


Détail du calcul de la subvention :

Le coût total de l'opération est estimé à 106 924,20 €

Le coût du projet relatif aux activités de formation listées à l'annexe 1 et 1 bis de la convention d'objectifs et de moyens est de 106 924,20 €

Le pourcentage du financement régional en fonctionnement en n-2 (2021) est de 64 %
L'assiette éligible = 106 924,20 € x 64 % = 68 431 €
Le calcul de la subvention régionale = 68 431 € x 80 % = 54 745 € TTC

Localisation géographique :

 NEUILLY-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements contrôle d'accès	40 417,00	37,80%
Alarme anti-intrusion	15 397,00	14,40%
Vidéosurveillance	51 110,20	47,80%
Total	106 924,20	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	54 745,00	51,20%
Fonds propres	52 179,20	48,80%
Total	106 924,20	100,00%

DOSSIER N° EX075902 - 2023 - SECURISATION - FONDATION LEONIE CHAPTAL

Dispositif : Equipement des centres de formation paramédicale et maïeutique (n° 00000844)

Délibération Cadre : CR72-14 du 21/11/2014

Imputation budgétaire : 902-29-20421-129003-1800

Action : 12900301- Sécurisation des écoles et instituts de formations sanitaires et sociales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipement des centres de formation paramédicale et maïeutique	65 053,44 € TTC	55,20 %	35 910,00 €
	Montant total de la subvention		35 910,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONDATION LEONIE CHAPTAL
Adresse administrative : 19 RUE JEAN LURCAT
95200 SARCELLES
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MAGUELONNE LEGAIE, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Mise à jour du système de gestion des accès sur un système unique et mise en place de poignées autonomes.

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2023 - 30 juin 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le projet de mise en place du système de gestion des accès unique doit être installé pour la rentrée de septembre 2023.

Description :

Dans le cadre de la sécurisation des bâtis actuels et futurs, le projet consiste à mettre à jour le système de gestion des accès permettant d'intégrer la gestion des accès au site sur un système unique (entrée du site, accès aux salles, accès aux bureaux, salles...), à mettre en place des poignées autonomes et à acquérir une solution logicielle d'audit et de sécurisation du parc informatique.

Détail du calcul de la subvention :

Le coût total de l'opération est estimé à 70 972,55 €

Le coût du projet relatif aux activités de formation listées à l'annexe 1 et 1 bis de la convention d'objectifs et de moyens est de 65 053,44 €

Le pourcentage du financement régional en fonctionnement en n-2 (2021) est de 69 %

L'assiette éligible = 65 053,44 € x 69 % = 44 887 €

Le calcul de la subvention régionale = 44 887 € x 80 % = 35 910 € TTC

Localisation géographique : SARCELLES**Contrat Particulier :** Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Mise en place d'un système de gestion des accès	47 123,87	66,40%
Solution logicielle sécurisation parc informatique	23 848,68	33,60%
Total	70 972,55	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	35 910,00	50,60%
Fonds propres	25 062,55	35,31%
Taxe d'apprentissage	10 000,00	14,09%
Total	70 972,55	100,00%

**DOSSIER N° EX076046 - 2023 - SECURISATION - SANITAIRE - IFSI IFAP IFAS FONDATION
DIACONESSES DE REUILLY**

Dispositif : Equipement des centres de formation paramédicale et maïeutique (n° 00000844)

Délibération Cadre : CR72-14 du 21/11/2014

Imputation budgétaire : 902-29-20421-129003-1800

Action : 12900301- Sécurisation des écoles et instituts de formations sanitaires et sociales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipement des centres de formation paramédicale et maïeutique	47 682,72 € TTC	65,60 %	31 280,00 €
	Montant total de la subvention		31 280,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONDATION DIACONESSES DE REUILLY
Adresse administrative : 95 RUE DE REUILLY
75012 PARIS 12E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Fondation
Représentant : Monsieur PHILIPPE PUCHEU, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Mise en sécurisation des accès internes et externes à l'Institut, des salles de cours et des bureaux internes et mise en place d'un organigramme d'accès avec badge.

Dates prévisionnelles : 8 juin 2023 - 28 septembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La sécurisation de l'entrée principale de l'école doit être effective pour la prochaine rentrée scolaire afin de permettre le fonctionnement et la remise des badges d'accès dès septembre 2023.

Description :

Le projet a pour objectif la mise en sécurisation des accès à l'Institut, des salles de cours et des bureaux internes, de contrôler les accès externes de l'Institut et d'établir un organigramme d'accès avec badge. Les accès du sous-sol ainsi que l'accès principal seront commandés par un ensemble "contrôleur-lecteur" SREL 3 et piloteront un organe de fermeture électrique. Le système numérique de fermeture et de gestion des accès permet à l'entreprise de remplacer l'ensemble de son organigramme mécanique par plaque béquilles et/ou lecteurs électroniques intelligents et entièrement autonomes.

Les clés mécaniques seront remplacées par des badges à chaque passage sur la porte.

Détail du calcul de la subvention :

Le coût total de l'opération est estimé à 47 682,72 €

Le coût du projet relatif aux activités de formation listées à l'annexe 1 et 1 bis de la convention d'objectifs

et de moyens est de 47 682,72 €

Le pourcentage de financement régional en fonctionnement en n-2 (2021) est de 82%

L'assiette éligible = 47 682,72 € x 82% = 39 099,83 €

Le calcul de la subvention régionale = 39 100 x 80% = 31 280 € TTC

Localisation géographique :

■ PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements de sécurité	41 078,72	86,15%
Travaux de sécurité	6 604,00	13,85%
Total	47 682,72	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	31 280,00	65,60%
Fonds propres	16 402,72	34,40%
Total	47 682,72	100,00%

DOSSIER N° EX076089 - 2023 - SECURISATION - AEFPP ASSOCIATION ECOLE FORM PSYCHO PEDAGOGIQUE

Dispositif : Equipement des centres de formation paramédicale et maïeutique (n° 00000844)

Délibération Cadre : CR72-14 du 21/11/2014

Imputation budgétaire : 902-29-20421-129003-1800

Action : 12900301- Sécurisation des écoles et instituts de formations sanitaires et sociales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipement des centres de formation paramédicale et maïeutique	52 290,81 € TTC	64,00 %	33 466,00 €
	Montant total de la subvention		33 466,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AEFPP ASS ECOLE FORM PSYCHO PEDAGOGIQUE
Adresse administrative : 24/26 RUE LOUIS ARMAND
75015 PARIS 15E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Michel WATIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Mise en place d'un système d'entrée individuel par badge, avec une sécurité renforcée par de la vidéo-surveillance.

Dates prévisionnelles : 6 novembre 2023 - 15 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Après plusieurs intrusions dans le bâtiment de l'EFPP ces dernières années, une demande de la part des équipes pédagogiques et des étudiants a été formulée pour sécuriser les locaux. Dans cette optique, le projet vise à installer un système d'entrée individuel par badge, avec une sécurité renforcée par de la vidéosurveillance.

Détail du calcul de la subvention :

Le coût total de l'opération est estimé à 56 100 €

Le coût du projet relatif aux activités de formation listées à l'annexe 1 et 1bis de la convention d'objectifs et de moyens est de 52 290,81 €

Le pourcentage du financement régional en fonctionnement en n-2 (2021) est de 80 %

L'assiette éligible = 52 290,81 € x 80 % = 41 833 €

Le calcul de la subvention régionale = 41 833 € x 80 % = 33 466 € TTC

Localisation géographique :

 PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements de sécurité	56 100,00	100,00%
Total	56 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	33 466,00	59,65%
Fonds propres	22 634,00	40,35%
Total	56 100,00	100,00%

DOSSIER N° EX077154 - 2023 - SECURISATION - CROIX ROUGE FRANCAISE

Dispositif : Equipement des centres de formation paramédicale et maïeutique (n° 00000844)

Délibération Cadre : CR72-14 du 21/11/2014

Imputation budgétaire : 902-29-20421-129003-1800

Action : 12900301- Sécurisation des écoles et instituts de formations sanitaires et sociales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipement des centres de formation paramédicale et maïeutique	7 885,00 € TTC	58,40 %	4 605,00 €
	Montant total de la subvention		4 605,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CRF CROIX ROUGE FRANCAISE
Adresse administrative : 98 RUE DIDOT
75014 PARIS 14E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PHILIPPE DA COSTA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Gestion des accès des salles de cours par badges.

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2023 - 31 mars 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de pouvoir installer les badges pour sécuriser l'accès des salles de cours avant le retour de la plupart des étudiants pour la rentrée scolaire 2023-2024.

Description :

Le centre souhaite sécuriser l'accès des salles de cours par la mise en place de badges sur le site de Romainville.

Détail du calcul de la subvention :

Le coût total de l'opération est estimé à 8 138,72 €

Le coût du projet relatif aux activités de formation listées à l'annexe 1 et 1bis de la convention d'objectifs et de moyens est de 7 885 €

Le pourcentage du financement régional en fonctionnement en n-2 (2021) est de 73 %

L'assiette éligible = 7 884 € x 73 % = 5 756 €

Le calcul de la subvention régionale = 5 756 € x 80 % = 4 605 € TTC

Localisation géographique :

■ ROMAINVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements de sécurité	8 139,00	100,00%
Total	8 139,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	4 605,00	56,58%
Fonds propres	3 534,00	43,42%
Total	8 139,00	100,00%

DOSSIER N° EX075509 - 2023 - SECURISATION - ECOLE SUPERIEURE DE TRAVAIL SOCIAL

Dispositif : Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social (n° 00000845)

Délibération Cadre : CR72-14 du 21/11/2014

Imputation budgétaire : 902-29-20422-129003-1800

Action : 12900301- Sécurisation des écoles et instituts de formations sanitaires et sociales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social	116 928,00 € TTC	56,80 %	66 415,00 €
	Montant total de la subvention		66 415,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ETSUP ECOLE SUPERIEURE DE TRAVAIL SOCIAL
Adresse administrative : 33 RUE DU MAINE
75015 PARIS 15E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ESTELLE LOZANO, Directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Sécuriser l'entrée principale de l'établissement de formation

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le projet consiste à sécuriser l'entrée principale des locaux d'Arcueil en complétant le portier vidéo, prévu au projet, par un système d'accès individuel par badge relié au système d'alarme. L'équipement prévu est le suivant :

1. Un système ARD Access qui contrôle les accès (connexion à une base de données pour récupérer les porteurs de badge, le cryptage des badges et un lecteur de badge en entrée / sortie).
2. Le système vidéo mutualisé avec le contrôle d'accès (comptage du nombre de passages et interaction avec le contrôle d'accès).

Détail du calcul de la subvention :

Le coût total de l'opération est estimé à 138 360 €

Le coût du projet relatif aux activités de formation listées à l'annexe 1 et 1 bis de la convention d'objectifs et de moyens est de 116 928 €

Le pourcentage de financement régional en fonctionnement en n-2 (2021) est de 71%

L'assiette éligible = 116 928 € * 71% = 83 018,91 €

Le calcul de la subvention régionale = 83 019 € * 80% = 66 415 € TTC

Localisation géographique :

 **ARCUEIL**

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements de sécurité	138 360,00	100,00%
Total	138 360,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	66 415,00	48,00%
Fonds propres	71 945,00	52,00%
Total	138 360,00	100,00%

DOSSIER N° EX075680 - 2023 - SECURISATION - ECOLE NORMALE SOCIALE

Dispositif : Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social (n° 00000845)

Délibération Cadre : CR72-14 du 21/11/2014

Imputation budgétaire : 902-29-20422-129003-1800

Action : 12900301- Sécurisation des écoles et instituts de formations sanitaires et sociales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social	7 753,45 € TTC	56,00 %	4 342,00 €
	Montant total de la subvention		4 342,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ECOLE NORMALE SOCIALE

Adresse administrative : 2 RUE DE TORCY
75018 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Claude ALLENBACH, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Remplacement de l'ensemble des BAES (Bloc autonome d'éclairage de sécurité) avant le passage de la commission de sécurité

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2023 - 29 septembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La programmation des travaux est prévue pendant la période estivale afin de ne pas affecter le déroulement des cours.

Description :

Le projet consiste à remplacer l'ensemble des BAES (Bloc autonome d'éclairage de sécurité) du site actuel du centre de formation pour la rentrée scolaire de septembre 2023 et avant le passage de la commission de sécurité.

Détail du calcul de la subvention :

Le coût total de l'opération est estimé à 7 753,45 €

Le coût du projet relatif aux activités de formation listées à l'annexe 1 et 1bis de la convention d'objectifs et de moyens est de 7 753,45 €

Le pourcentage du financement régional en fonctionnement en n-2 (2021) est de 70 %

L'assiette éligible = 7 753,45 € x 70 % = 5 427 €

Le calcul de la subvention régionale = 5 427 € x 80 % = 4 342 € TTC

Localisation géographique : PARIS**Contrat Particulier :** Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements de sécurité	7 753,45	100,00%
Total	7 753,45	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	4 342,00	56,00%
Fonds propres	3 411,45	44,00%
Total	7 753,45	100,00%

DOSSIER N° EX075753 - 2023 - SECURISATION - CENTRE DE FORMATION ST HONORE

Dispositif : Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social (n° 00000845)

Délibération Cadre : CR72-14 du 21/11/2014

Imputation budgétaire : 902-29-20422-129003-1800

Action : 12900301- Sécurisation des écoles et instituts de formations sanitaires et sociales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social	11 087,00 € TTC	54,40 %	6 031,00 €
	Montant total de la subvention		6 031,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION POUR LA GESTION DU
CENTRE DE FORMATION SAINT-HONORE
Adresse administrative : 42 RUE DE ROMAINVILLE
75019 PARIS 19E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Régis DESNOUS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Raccordement des BAES (Bloc autonome d'éclairage de sécurité) d'une zone non encore raccordée au centre de formation.

Dates prévisionnelles : 4 septembre 2023 - 30 septembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit d'avoir l'ensemble des blocs de secours installés et opérationnels pour la rentrée scolaire de septembre 2023.

Description :

Le projet consiste à installer les blocs de secours d'une zone non encore raccordée au centre de formation pour la rentrée scolaire de septembre 2023.

Détail du calcul de la subvention :

Le coût total de l'opération est estimé à 11 844 €

Le coût du projet relatif aux activités de formation listées à l'annexe 1 et 1bis de la convention d'objectifs et de moyens est de 11 087 €

Le pourcentage du financement régional en fonctionnement en n-2 (2021) est de 68 %

L'assiette éligible = 11 087 € x 68 % = 7 539 €

Le calcul de la subvention régionale = 7 539 € x 80 % = 6 031 € TTC

Localisation géographique : PARIS**Contrat Particulier :** Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipement de sécurité	11 844,00	100,00%
Total	11 844,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	6 031,00	50,92%
Fonds propres	5 813,00	49,08%
Total	11 844,00	100,00%

DOSSIER N° EX076083 - 2023 - SECURISATION - AFRIS PARIS PARMENTIER (IRTS)

Dispositif : Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social (n° 00000845)

Délibération Cadre : CR72-14 du 21/11/2014

Imputation budgétaire : 902-29-20422-129003-1800

Action : 12900301- Sécurisation des écoles et instituts de formations sanitaires et sociales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social	103 030,00 € TTC	39,20 %	40 388,00 €
	Montant total de la subvention		40 388,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AFRIS PARIS PARMENTIER

Adresse administrative : 145 AV PARMENTIER
75010 PARIS 10E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur MANUEL PELISSIER, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Installation de portiques de sécurité

Dates prévisionnelles : 1 mars 2024 - 1 juin 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Ce projet a pour objet l'installation d'un double portique avec badgeuse à l'entrée de la cour du centre, afin de sécuriser le site ouvert à tous en plein cœur de Paris.

Détail du calcul de la subvention :

Le coût total de l'opération est estimé à 134 189 €

Le coût du projet relatif aux activités de formation listées à l'annexe 1 et 1bis de la convention d'objectifs et de moyens est de 103 030 €

Le pourcentage du financement régional en fonctionnement en n-2 (2021) est de 49%

L'assiette éligible = 103 030 € x 49 % = 50 485 €

Le calcul de la subvention régionale = 50 485 € x 80 % = 40 388 € TTC.

Localisation géographique :

■ PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements de sécurité	134 189,00	100,00%
Total	134 189,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	40 388,00	30,10%
Fonds propres	93 801,00	69,90%
Total	134 189,00	100,00%

Annexe 7 - Convention de partenariat universitaire pour la formation infirmier

CONVENTION DE PARTENARIAT

relative à l'organisation de la formation conduisant à la délivrance du diplôme d'Etat
d'infirmier en vue de la collation d'un grade de licence

2023-2026

Entre :

La région Île-de-France représentée par sa Présidente, Madame Valérie PÉCRESSE, et désignée ci-après « la Région »,

Le groupement de coopération sanitaire réunissant les établissements publics de santé supports des Instituts de Formation en Soins Infirmiers (IFSI) publics et les IFSI associés, représenté par son administrateur, ...;

L'association d'IFSI de la FEHAP d'Île-de-France réunissant les établissements privés supports des IFSI privés, représentée par..... ;

Croix-Rouge Compétence Île-de-France, représentant les IFSI, représenté par..... ;

L'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris pour les IFSI de, représentée par ;

Les centres de formation (*ayant la personnalité morale*)....., représentés par ;

et désigné(e)s ci-après « les IFSI »,

L'université coordonnatrice, comportant un secteur santé, représentée par ..., (*et les universités....., représentées par leurs président-e-s respectif-ve-s*), et désigné(e)s ci-après « l'(es) université(s) » ;

Ensemble dénommés « Les Parties »

VU le code de la santé publique, et notamment son article L4383-5 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'éducation, et notamment ses articles D613-18 et suivants, D636-69 et suivants ;

VU le code du travail ;

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, et notamment son article 73 ;

- VU** le décret n° 85-906 du 23 août 1985 fixant les conditions de validations des études, des expériences professionnelles ou acquis personnels en vue de l'accès aux différents niveaux de l'Enseignement supérieur ;
- VU** le décret n° 2005-723 du 29 juin 2005 relatif au régime budgétaire des écoles et instituts de formation de certains professionnels de santé relevant d'établissements publics de santé et modifiant le code de la santé publique ;
- VU** le décret n°2012-907 du 23 juillet 2012 modifiant l'annexe du décret n°2010-1123 du 23 septembre 2010 relatif à la délivrance du grade de licence aux titulaires de certains titres ou diplômes relevant du livre III de la quatrième partie du code de la santé publique ;
- VU** le décret n° 2020-553 du 11 mai 2020 relatif à l'expérimentation des modalités permettant le renforcement des échanges entre les formations de santé, la mise en place d'enseignements communs et l'accès à la formation par la recherche ;
- VU** l'arrêté du 17 avril 2018 modifiant l'arrêté du 21 avril 2007 relatif aux conditions de fonctionnement des instituts de formation paramédicaux ;
- VU** l'arrêté du 13 décembre 2018 modifiant l'arrêté du 31 juillet 2009 relatif au diplôme d'Etat infirmier ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2020 modifiant l'arrêté du 31 juillet 2009 relatif au diplôme d'Etat infirmier ;
- VU** la délibération du conseil régional n° CR 72-14 du 21 novembre 2014 relative au dispositif-cadre pour le soutien régional à l'investissement immobilier et à l'équipement dans les centres de formation en travail social, et à l'équipement des centres de formation paramédicale et maïeutique ;
- VU** la délibération n° CR 2023-011 du 30 mars 2023 relatif au schéma régional des formations sanitaires et sociales 2023-2028 : une mobilisation pour la formation des futurs professionnels ;
- VU** la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2021-449 du 19 novembre 2021 relative aux conventions d'objectifs et de moyens pour les centres de formation paramédicaux, maïeutiques et en travail social ;
- VU** la délibération de la commission permanente du conseil régional N° CP 2021-444 du 19 novembre 2021 relative aux conventions de partenariat pour l'organisation des formations infirmier et masseur-kinésithérapeute ;
- VU** la délibération de la commission permanente du conseil régional N° CP 2023-329 du 21 septembre 2023

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

L'arrêté du 31 juillet 2009, modifié par l'arrêté du 23 janvier 2020, fixe les conditions d'organisation de la formation en soins infirmiers conduisant à la collation du grade de licence.

La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales dans son article 73 dispose que la Région a la charge du financement du fonctionnement et de l'équipement des écoles et instituts mentionnés aux articles L.4383-3 et L.4151-7 du code de la santé publique

lorsqu'ils sont publics. Elle peut participer au financement du fonctionnement et de l'équipement de ces établissements lorsqu'ils sont privés.

La Région élabore le schéma des formations sanitaires et sociales et verse les aides aux étudiants.

La reconnaissance par le Ministère chargé de l'Enseignement supérieur du grade de licence suppose la signature d'une convention entre la Région, l'institut de formation en soins infirmiers et l'université pour mettre en place les modalités pratiques de cette coopération.

En 2021, des échanges entre les universités, les représentants des instituts de formation et la Région ont permis d'actualiser la convention. Mais la concertation sur l'ajustement des moyens donnés aux universités pour l'intégration des formations n'a pu être menée à son terme, faute de visibilité suffisante sur le financement des universités.

Cette nouvelle convention qui s'inscrit dans la poursuite du premier conventionnement, permettra de mener à bien cette concertation, dans l'attente de la convention-cadre nationale annoncée par le précédent gouvernement, qui reste à construire avec le ministère de la santé et le ministère chargé de l'enseignement supérieur

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention permet aux étudiants ayant accompli leurs études, conformément aux règles régissant l'obtention du diplôme d'Etat, de se voir délivrer, conjointement au diplôme d'Etat, le grade de licence.

Elle détermine l'organisation du partenariat, et notamment les obligations respectives des parties dans le cadre de celui-ci.

Article 2 – Engagements des parties

Article 2 – 1 – Engagements de la Région

La Région décide chaque année de l'attribution et du montant d'une subvention régionale de fonctionnement par laquelle elle participe à la formation en soins infirmiers, dans le respect des dispositions prévues par la délibération régionale n° CP 2021-449 du 19 novembre 2021.

Elle peut participer au financement de l'équipement pédagogique des instituts par l'attribution d'une subvention d'équipement, dans le respect des dispositions prévues par la délibération régionale n° CR 72-14 du 21 novembre 2014.

Article 2 – 2 – Engagements des IFSI

Les IFSI s'engagent à mettre en œuvre les modalités d'obtention du diplôme telles que décrites dans l'arrêté du 23 janvier 2020 modifiant l'arrêté du 31 juillet 2009 relatif au diplôme d'Etat en soins infirmiers.

Ils s'engagent à communiquer à l'université le référentiel de formation ainsi que leur projet pédagogique.

Article 2 – 3 – Engagements de l'Université

L'université s'engage à mettre en place les enseignements des domaines sous responsabilité universitaire prévus à l'article 3 en collaboration avec les IFSI en vue de la reconnaissance du grade de licence à tous les titulaires du diplôme d'Etat d'infirmier, conformément aux dispositions réglementaires.

Article 2 – 4 – Dispositions communes

Les parties à la présente convention s'engagent à prendre conjointement des initiatives de nature à permettre aux étudiant-e-s des IFSI de :

- participer à des programmes d'échanges européens ou internationaux (programme Erasmus, etc.),
- bénéficier de ressources pédagogiques appropriées (ressources documentaires, enseignement à distance, plate-forme de simulation...). Des groupes de travail IFSI-Universités sont organisés pour mettre en œuvre des projets communs.

Article 3 - Organisation des enseignements universitaires

Article 3 – 1 – Domaines d'enseignements universitaires

Le référentiel de formation qui conduit à la délivrance du diplôme d'Etat d'infirmier et à la reconnaissance du grade de licence requiert la dispensation d'une partie de la formation par des personnels enseignant dans les universités ou habilités par celles-ci conformément aux stipulations de l'article 3.2 de la présente convention.

Dans le cadre de la présente convention, l'Université est responsable en lien avec les IFSI, des domaines d'enseignement suivants :

- sciences humaines, sociales et droit ;
- sciences biologiques et médicales ;
- méthodes de travail.

L'organisation des enseignements susmentionnés est décidée par l'université en accord avec l'IFSI.

Article 3 – 2 – Personnels enseignants concernés par les enseignements relevant de la présente convention

Les enseignements des domaines sous responsabilité universitaire sont assurés par des personnels enseignant dans les universités ou des intervenants extérieurs, appartenant notamment aux catégories suivantes :

- des personnels en fonction à l'université : des professeurs des universités-praticiens hospitaliers (PUPH), des maîtres de conférences-praticiens hospitaliers (MCUPH) ou des chefs de clinique assistants (CCA) et des assistants hospitalo-universitaires (AHU), des enseignants-chercheurs ou enseignants du second degré en fonction dans une Université,
- des intervenants extérieurs à l'université : des praticiens hospitaliers, des chargés d'enseignement vacataires ou des attachés d'enseignement, personnalités recrutées en raison de leurs compétences par l'institut de formation, et formateurs permanents.
Ils doivent au préalable avoir été habilités par l'Université, selon les modalités déterminées par cette dernière, en concertation avec les IFSI.

Article 4 – La participation de l'université aux instances pédagogiques de l'IFSI

L'université désigne un représentant universitaire pour la participation à la commission d'attribution des crédits d'enseignement et un représentant à l'ICOGI (instance compétente pour les orientations générales de l'institut) de l'IFSI dans laquelle elle dispose d'une voix délibérative conformément à l'arrêté du 17 avril 2018.

Article 5 – Suivi du partenariat

Article 5 – 1 – Commission de suivi pédagogique

Un bilan annuel pédagogique du partenariat est conjointement établi par l'université et l'IFSI. La synthèse est présentée en ICOGI

Pour la mise en œuvre et le suivi de la présente convention, il est créé sur la base de chaque Université coordinatrice, une commission de suivi pédagogique.

Cette commission est composée :

- du président de l'université coordinatrice ou son représentant ;
- des directeurs des UFR concernées de l'Université coordonnatrice et de toutes les universités associées ou leurs représentants ;
- du président du conseil régional ou son représentant ;
- du directeur général de l'agence régionale de santé ou son représentant ;
- de l'administrateur du Groupement de Coopération Sanitaire (GCS) ou son représentant, et des représentants des organismes gestionnaires ;
- des directeurs de tous les IFSI concernés par la présente convention ;
- d'un directeur des soins hospitaliers ou son représentant ;
- de représentants des étudiants en soins infirmiers élus.

D'autres participants peuvent être invités à participer aux travaux de la commission autant que de besoin.

Cette commission de suivi pédagogique pour la coordination des aspects pédagogiques de la formation relative aux unités d'enseignement (UE) placées sous la responsabilité des universitaires est présidée par le président de l'université coordonnatrice ou son représentant.

Cette commission est chargée d'examiner toutes les questions d'organisation et de contenu des unités d'enseignement contributives de la formation conduisant au diplôme d'Etat d'infirmier ainsi qu'au grade de licence, dans le respect du référentiel de cette formation comme précisé aux articles suivants.

Cette commission détermine la coordination pédagogique, l'harmonisation des contenus et s'assure de l'équité de traitements entre les différents IFSI, parties à la convention en prenant notamment en compte leurs contraintes d'organisation. Elle s'appuie sur les propositions et les réflexions pédagogiques des groupes de travail composés de représentants des universités et des IFSI.

Elle arrête son règlement intérieur et se réunit au moins une fois par an.

Article 5 – 2 - Comité régional de suivi

Un comité régional de suivi de la convention qui traite notamment des questions d'organisation des relations entre les partenaires, de la formation conduisant à la délivrance du grade de licence, et garantit l'équité entre les étudiants inscrits dans les IFSI de la Région, est mis en place.

Il est composé :

- du président du conseil régional ou son représentant ;
- du directeur de l'agence régionale de santé ou son représentant ;
- de représentants de chaque commission de suivi mentionnée à l'article 5-1 (un représentant de l'université coordinatrice et un représentant des IFSI),
- de 5 représentant-e-s de la Fédération Hospitalière de France, dont au minimum un directeur de soins hospitalier,
- de 4 représentants de l'AP/HP dont un- directeur de soins hospitalier,
- de 2 représentants de la FEHAP,
- d'un représentant de l'IRFSS (Institut Régional de Formation Sanitaire et Social) de la Croix Rouge,
- d'un représentant pour les IFSI Louise Couvé et du GIP Théodore Simon,
- d'un représentant pour le Lycée Rabelais,
- d'un représentant des étudiants (désignés dans les IFSI d'Île-de-France) par groupement IFSI/université.

Le comité de suivi se réunit tous les deux ans à l'initiative de l'agence régionale de santé ou de la Région ou sur sollicitation de l'université. La présidence est assurée par l'Agence Régionale de Santé ou la Région en fonction de l'ordre du jour.

Article 6 – Evaluation de l'ingénierie de formation

Article 6 – 1 - Evaluations internes

La formation fait l'objet d'un dispositif d'évaluation interne pour les enseignements sous la responsabilité de l'université. L'évaluation interne porte également sur l'enquête de satisfaction et l'insertion des étudiants. L'Université est associée à la mise en place de ce dispositif avec les IFSI.

Les résultats de ces évaluations sont discutés conjointement entre l'université et l'IFSI et présentés en ICOGI

Article 6 – 2 - Evaluation nationale

La formation d'infirmier fait l'objet d'une évaluation nationale périodique, assurée par l'organisme national compétent pour l'enseignement supérieur, le Haut Conseil de l'Evaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur, conformément à l'article 3 du décret du 23 septembre 2010 précité. Les résultats de cette évaluation font l'objet d'une communication auprès des différents partenaires associés dans ces formations.

Article 7 – Moyens dévolus au partenariat

Article 7 – 1 - Principes généraux du financement du partenariat

Le montant de la subvention régionale est fixé chaque année après examen des documents budgétaires des IFSI.

Les dépenses engagées au titre de cette convention sont éligibles à la subvention régionale dans la limite du budget régional et du droit à compensation versé par l'Etat au titre de cette réforme, et conformément aux modalités définies par le groupe « moyens ». Elles sont présentées en année civile. Elles sont éligibles à compter du 1^{er} septembre 2023.

Les étudiants en soins infirmiers s'acquittent des droits d'inscription dans l'IFSI.

Les étudiants en soins infirmiers en formation initiale s'acquittent, dans les conditions prévues à l'article L.841-5 du code de l'éducation, de la CVEC (contribution de vie étudiante et de campus) auprès du centre régional des œuvres universitaires et scolaires.

Les étudiants bénéficient de tous les services communs universitaires dans les conditions prévues par l'arrêté du 23 janvier 2020.

Les étudiants régulièrement inscrits dans un institut de formation bénéficient d'une carte d'étudiant délivrée par leur institut sur laquelle peut figurer le logo de l'université. Ils bénéficient d'une inscription auprès de l'université ayant conclu une convention avec leur institut.

Article 7 – 2 - Modalités de prise en charge de l'intervention de l'université

La prise en charge de l'intervention de l'université et des heures d'enseignement universitaire au diplôme d'Etat d'infirmier est négociée dans le cadre des budgets des IFSI conformément au code de la santé publique. Elle est intégrée à la subvention globale de fonctionnement versée dans le cadre de la Convention d'Objectifs et de Moyens.

Les frais de déplacements, de mission et les frais annexes engagés par les enseignants sont remboursés aux intéressés par l'établissement de formation ou le centre hospitalier gestionnaire de l'IFSI, selon les bases réglementaires.

Les heures d'enseignement universitaire sont facturées en fonction de la nature de l'enseignement et du statut des intervenants (enseignants universitaires ou habilités par l'université).

Pour les enseignants universitaires (enseignants-chercheurs, enseignants du second degré en fonction dans une université), l'université peut intégrer les heures effectuées par ces derniers dans leur service.

Les universités envoient pour validation un devis détaillé à la Région et à l'IFSI. La facture est établie par l'Université et adressée à l'institut de formation concerné et une copie est adressée à la Région pour information.

Toutes les dépenses des Universités et des IFSI doivent être justifiées. La Région se réserve le droit de demander les justificatifs ainsi que la possibilité d'effectuer des contrôles sur pièces et sur place.

Article 8 – Mesures d'accompagnement du partenariat

L'Université, en concertation avec l'IFSI, met en place une commission chargée d'examiner les demandes de validation d'études et des acquis de l'expérience formulées par les infirmier-ère-s diplômé-e-s d'Etat ayant obtenu leur diplôme avant l'entrée de la formation dans le système LMD, dans le respect des règles relatives à la validation des acquis de l'expérience.

Article 9 - Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans à compter du 1^{er} septembre 2023.

Le renouvellement de la convention doit donner lieu à un accord exprimé par les parties, et à la signature de celle-ci avant la date d'expiration de la convention en vigueur.

Elle est renouvelable par reconduction expresse.

Article 10 - Modifications

La présente convention peut faire l'objet de modifications par voie d'avenant, sur proposition d'une des parties signataires, pendant la durée de sa validité.

Article 11 - Dénonciation

La dénonciation de la convention par l'un des signataires, et son retrait de la convention, doit donner lieu à une notification par lettre recommandée à ses partenaires, et respecter un préavis de 3 mois à compter de cette date de notification avant la fin de l'année universitaire en cours, avant que celle-ci soit considérée comme effective.

Article 12 - Litige

En cas de difficultés liées à l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent, avant tout recours contentieux, à tenter de résoudre le différend par voie de règlement amiable.

A défaut de règlement amiable, le tribunal administratif du ressort de l'université sera seul compétent pour connaître du contentieux.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, le en 3 exemplaires

**Pour la région Île-de-France,
La présidente du conseil régional
par délégation**

***Pour l'organisme gestionnaire de
l'institut de formation,***

..... ,

Pour l'université,

.....

Annexe 8 - Liste IFSI par groupement universitaire

PARTENARIAT IFSI / UNIVERSITES

UNIVERSITES	IFSI
Université Paris Cité	IFSI Croix Saint Simon, site de Paris
	IFSI Ste-Anne
	IFSI de Saint Maurice
	IFSI Nanterre
	IFSI St-Joseph
	IFSI des Diaconesses
	IFSI Bichat
	IFSI Beaujon, Clichy
	IFSI Louis Mourier, Colombes
	IFSI St-Louis
	IFSI Argenteuil
	IFSI Beaumont/ Oise
	IFSI Eaubonne
	IFSI Gonesse
	IFSI Moisselles
	IFSI Pontoise
Sorbonne Université	FSI Charles Foix, Ivry
	IFSI Pitié-Salpêtrière
	IFSI Tenon
	IFSI Picpus
	IFSI Villeneuve Saint Georges
	IFSI Stell, Rueil Malmaison
	IFSI CRF Paris
	IFSI CRF Mantes la Jolie
	IFSI Léonie Chaptal, Sarcelles
	IFSI Franco Britannique, Levallois
	IFSI Croix Saint Simon, site de Montreuil
Université Versailles St-Quentin-en-Yvelines	IFSI Ambroise Paré, Boulogne
	IFSI Raymond Poincaré, Garches
	IFSI Meulan les Mureaux
	IFSI Poissy Saint Germain
	IFSI Rambouillet
	IFSI Versailles
	IFSI MGEN La Verrière
Université Paris Saclay	IFSI Foch, Suresnes
	IFSI Antoine Bécclère, Clamart
	IFSI Kremlin Bicêtre,
	IFSI Paul Guiraud, Villejuif
	IFSI Barthélémy Durand, Etampes
	IFSI Nord Essonne Longjumeau
	IFSI Perray Vacluse
Université Paris Est Créteil	IFSI Sud Francilien
	IFSI Emile Roux, Limeil Brevannes
	IFSI Henri Mondor, Créteil
	IFSI Les Murets, La Queue en Brie
	IFSI Coulommiers
	IFSI Fontainebleau
	IFSI Marne la Vallée
	IFSI Meaux
Université Sorbonne Paris Nord	IFSI Melun
	IFSI Provins
	IFSI Avicenne - Jean Verdier, Bobigny
	IFSI R. Ballanger, Aulnay/Bois
	IFSI Delafontaine, Saint Denis
	IFSI Ville Evrard, Neuilly/Marne
	IFSI Théodore Simon, Neuilly/ Marne
	IFSI Louise Couvé, Aubervilliers

Légende :

Bleu : AP-HP

Vert : FHF

Violet : FEHAP

Rouge : Croix-Rouge

Noir : autres